

Novembre 30, 2017

Rapport FINAL pour
L'Assemblée des Premières Nations Québec/Labrador

Guy Latouche
Tel: (418) 628-9690
g.latouche@groupegsp.com

De la part de
Innovation 7 Inc.



Dale Booth
President
dbooth@innovation7.ca
(613)316-8256



L'Assemblée des Premières Nations Québec/Labrador

Contenu

CONTENU	2
1	CONTEXTE4
2	POSITION NATIONALE SUR LE LOGEMENT ET L'INFRASTRUCTURE DES PREMIÈRES NATIONS6
3	ACTIVITÉS RÉGIONALES DE QUÉBEC 10
4	MÉTHODOLOGIE 11
5	OBJECTIFS 15
6	ORDRE DU JOUR 16
7	NARRATIF DE L'ÉVÈNEMENT 17
7.1	Narratif de Jour 1 17
7.2	Narratif du Jour 2 25
7.3	Narratif du Jour 3 25
8	FINANCEMENT ET GESTION FINANCIÈRE 25
8.1	Aperçu 25
8.2	Résultats 26
8.3	Recommandations 31
9	COMPÉTENCES ET CAPACITÉS 31
9.1	Aperçu 31
9.2	Résultats 31
9.3	Recommandations 35
10	GOUVERNANCE ET FOURNITURE 35
10.1	Aperçu 35
10.2	Résultats 35
10.3	Recommandations 39
11	INNOVATION 40
12	PROCHAINES ÉTAPES STRATÉGIQUE 41
13	ANNEX 1: PARTICIPANTS 42
14	ANNEX 2: DONNÉES BRUTES 46
14.1	Financement et Gestion Financière 46

14.2	Compétences et Capacités	55
14.3	Gouvernance et Fourniture	59
15	ANNEX 3: QUESTION « INNOVATION ANNÉE 2027 ».....	66

1 Contexte

Un nouveau gouvernement fédéral a pris le pouvoir et a une vue de redoubler les efforts pour transférer aux Premières Nations la responsabilité entière du soin et du contrôle des responsabilités en matière de logement et d'infrastructure. Ce gouvernement a été élu avec une liste de nouveaux ministres qui se sont engagés à faire avancer un programme de réconciliation par lequel le ministère travaille et collabore avec les groupes autochtones de nation à nation. Les membres de la communauté sont maintenant très conscients du nouveau paradigme positif émergent qui influencera positivement leurs relations avec le Canada et qui ont récemment connu un nouveau niveau d'optimisme parmi les dirigeants autochtones lors d'une récente Assemblée Générale annuelle de l'APN, où le Premier Ministre a fait les déclarations publiques suivantes:

«Il n'y a pas de relation plus importante pour moi - et pour le Canada - que celle avec les Premières Nations, la nation des Métis et les Inuits. Il est temps d'établir une relation de nation à nation renouvelée avec les peuples des Premières Nations, et cette relation sera fondée sur le principe que les droits constitutionnellement garantis des Premières Nations constituent une obligation sacrée que nous poursuivons. Cette obligation est fondée sur le respect, la coopération et le partenariat. La relation sera guidée par l'esprit et l'intention de la relation conventionnelle originale; et elle respectera les droits inhérents, les traités et les juridictions, ainsi que les décisions de nos tribunaux. Apporter de vrais changements exigera plus que des individus - ou même des gouvernements individuels. Ce qu'il faut, ce n'est rien de moins qu'un renouvellement total de la relation entre le Canada et les peuples des Premières Nations. »

Il faut noter qu'il y a toujours un certain pessimisme au sein des communautés, parce que précédemment le gouvernement n'a pas toujours considéré les questions des peuples autochtones comme étant une priorité et, par conséquent, de nombreuses occasions pour s'engager n'ont pas été prises, ou alors quand elles étaient, elles n'ont pas été faites dans l'esprit de coopération et de réconciliation. Cela a malheureusement créé près d'une décennie de léthargie semée de tentatives à moitié faites pour redynamiser les relations entre les populations autochtones et non autochtones du Canada, et à son tour a causé un préjudice au lien que les Canadiens partagent. Cette réalité masque encore de nombreuses opportunités et initiatives prometteuses.

Dans un développement récent et très important, suivant les recommandations de la Commission Royale des Peuples Autochtones (1996), le ministère des Affaires Autochtones et du Nord Canada a été divisé en deux départements distincts; Relations Couronne-Autochtones et Services des Autochtones. AANC peut faire progresser la réconciliation en établissant un nouveau département et un nouveau Ministre de la Couronne axés sur la reconnaissance et la mise en œuvre des droits, titres et compétences qui ont été promis depuis longtemps. Les Premières Nations doivent montrer la voie en fonction de leurs priorités et de leurs approches, tout en laissant la bureaucratie responsable de la prestation des services avec une mission plus ciblée. En séparant ceux qui sont responsables de l'amélioration de la santé, de l'éducation, du logement, de l'eau potable et d'autres

infrastructures vitales, de ceux qui travailleront avec nous sur l'avenir de la relation et la réalisation des droits, titres et compétences, nos priorités recevront plus d'attention.

On s'attend à ce que l'approche fédérale actuelle continue à soutenir le transfert de ces responsabilités aux Premières Nations. Cela est démontré et appuyé par les récentes activités fédérales qui prévoient l'élaboration et la rédaction conjointes d'un Mémoire au Cabinet (MC) qui transformerait le logement et l'infrastructure dans les collectivités des Premières Nations. Cet effet se répercute sur les Premières Nations au niveau régional, car elles sont maintenant mieux placées que jamais pour profiter de ce nouveau paradigme en matière de logement et d'infrastructure. Cette activité et ce changement de paradigme sont également un moteur clé des engagements régionaux pour déterminer comment ces communautés veulent voir la transformation.

Un nouveau cadre national sur le logement et l'infrastructure des Premières Nations a vu le jour et est en cours de développement dans ce nouveau contexte fédéral. Cette initiative a été principalement motivée par le Comité des Chefs sur le Logement et l'Infrastructure (CCLI) de l'Assemblée des Premières Nations. Le travail de transfert des logements et des infrastructures aux Premières Nations a commencé en mai 2016 et s'est poursuivi jusqu'au Forum National sur le logement et l'infrastructure de l'APN à Winnipeg, au Manitoba, le 1er novembre 2016. Cet événement a donné l'occasion à tous les délégués d'exprimer leurs opinions sur divers problèmes de logement, tous regroupés sous les piliers suivants:

1. Vision nationale pour le logement et l'infrastructure
2. Compétences et Capacités requises
3. Finance et Gestion Financière requises
4. Gouvernance et Fourniture requises
5. Innovations sur le logement et l'infrastructure

Grâce à une approche de session d'engagement stratégique, ce cadre de cinq piliers a permis à l'APN de simplifier ses tactiques et de saisir les différentes formes de données, d'informations et de commentaires des délégués. En utilisant le forum de Winnipeg comme plate-forme d'engagement, on a donné à l'APN et au CCLI une perspective nationale sur les questions clés et les activités qui étaient prioritaires pour les délégués en ce qui concerne l'avenir du logement et de l'infrastructure.

Au cours de la dernière année, le niveau d'articulation de la direction nationale de la prise en charge et du contrôle des logements par les Premières Nations a atteint un point où nous assistons pour la première fois au développement conjoint d'un MC qui soutiendrait la transformation du future. Ce travail est soutenu politiquement par la résolution **98/2016 de l'APN** qui parle de l'élaboration d'une stratégie nationale sur le logement et les infrastructures des Premières Nations et de la résolution **27/2017 de l'APN** qui appuie la création d'un groupe de travail conjoint pour élaborer la stratégie et un plan stratégique avec des objectifs et résultats à court, moyen et long terme.

À mesure que le travail national progresse, une série de séances d'engagement sont en cours de planification et de mise en œuvre aux niveaux régional et sous-régional, pour déterminer ce que les communautés locales, les dirigeants, les gestionnaires de logements, les membres et leurs

organisations veulent voir sous le nouveau régime de logement. Ce rapport résumera et fournira des analyses et des recommandations sur les prochaines étapes critiques pour la région du Québec.

2 Position Nationale sur le Logement et l'Infrastructure des Premières Nations

La position nationale a commencé à se développer en mai 2016 à Toronto, où le bureau central d'AANC, le bureau central de la SCHL, Santé Canada et la pleine représentation du CCLI ont été réunis. La réunion devait débiter la discussion sur le transfert et le contrôle complets du logement et de l'infrastructure par les Premières Nations. Depuis lors, il y a eu beaucoup de développement de la nouvelle stratégie, plusieurs réunions de planification, des conférences et des activités de développement qui sont en train de changer le paradigme vers un contrôle par les Premières Nations. Le nouveau paradigme a été renforcé et soutenu par le ministre Bennett qui a mis au défi le CCLI et les Premières Nations de «sortir des sentiers battus» et d'élaborer une approche «faite pour les Premières Nations» avec leurs propres fonctions de prestation et institutions de gouvernance. L'objectif ultime est de mettre fin aux activités d'Affaires Autochtones et du Nord Canada (AANC) et de la Société Canadienne d'Hypothèques et de Logement (SCHL). Dans le cadre de ce changement transformateur, les Premières Nations doivent être impliquées dans tous les processus décisionnels et, de plus, le financement doit être versé directement aux communautés des Premières Nations pour la prise en charge et le contrôle du logement et de l'infrastructure. Les membres des Premières Nations doivent diriger l'élaboration d'une Stratégie nationale sur le logement et l'infrastructure des Premières Nations afin de s'assurer que le changement transformationnel du logement et de l'infrastructure est envisagé du point de vue des Premières Nations.

Au cours des trois dernières années, une vision nationale a vu le jour et est maintenant la philosophie de la transformation. La vision est la suivante: **«Tous les membres des Premières Nations qui vivent dans leur collectivité ou à l'extérieur de leur collectivité ont droit à un abri et doivent avoir la possibilité d'avoir accès à un logement sûr, sécuritaire, adéquat et abordable»**. La vision est ancrée dans l'identification des besoins communautaires au niveau de la communauté locale, culturellement pertinente et soutenue par un financement adéquat et durable. On s'attend à ce que les mêmes normes qu'à l'extérieur des réserves offrant un accès égal à tous les types d'infrastructures publiques soient un objectif clé de la transformation.

Il y a maintenant un engagement à reconstruire la relation entre les gouvernements et les Premières Nations; nous constatons maintenant le début d'un engagement fédéral important pour le partenariat dans les changements transformateurs requis. Cette nouvelle relation doit continuer à démontrer des résultats à un rythme constant. Le travail de nation à nation avec le gouvernement fédéral par lequel la communauté culturelle, conventionnelle et locale se voit accorder la haute valeur qu'ils méritent doit continuer à évoluer.

Mandat de Innovation Seven

I7 a fourni les ressources expertes qui ont permis de mettre sur pied un évènement très instructif à Winnipeg en 2016. Les activités du groupe de travail de l'APN 2017 et tous les rapports résultants formes maintenant la base pour la voie à suivre pour le logement et l'infrastructure des Premières Nations. I7 a continué de fournir des services consultatifs en matière de politiques d'infrastructure et de logement pour aider l'APNQL à comprendre, relier, analyser et faire rapport sur le Symposium National sur le logement et l'infrastructure tenu à Trois-Rivières.

Les livrables étaient les suivants:

- En préparation de l'évènement, I7 a collaboré avec l'APNQL et d'autres représentants du gouvernement pour élaborer un programme et une approche qui ont mené à des discussions innovatrices avec les institutions des Premières Nations qui gèreront le logement et l'infrastructure.
- I7 a assuré un soutien de planification détaillé aux officiels de l'AFNQL pour développer un évènement de première classe.
- Pendant l'évènement, I7 a capturé toutes les discussions durant les différentes sessions pendant la réunion du Forum et a fourni des services de conseil, d'enregistrement, de transcription et de facilitation pour chacun des sessions;
- I7 a analysé les résultats de la réunion et a préparé un rapport sur les résultats pour la contribution à la stratégie nationale du logement et aux chefs en assemblée de l'APNQL.

Ce rapport représente le résultat final de ce mandat.

L'approche nationale est guidée par le cadre et les éléments suivants:

Finance et Gestion Financière

- Les principales composantes d'une nouvelle approche comprendraient des fonds accrus pour le logement en fonction des besoins de la communauté, des fonds pour financer la formation des gestionnaires de logements, des certifications et l'accès à d'autres outils modernes de financement des infrastructures.
- Le financement doit être souple et complet pour répondre aux besoins des Premières Nations, peu importe où ils se trouvent. On s'attend également à ce que tous les nouveaux modèles soient élaborés par et pour les Premières Nations, avec le gouvernement jouant le rôle de bailleur de fonds et de garant. Les Premières Nations ne sont pas intéressées à reprendre les programmes ratés du passé et veulent une refonte complète.
- Les éléments d'un modèle de financement du logement et des infrastructures par ordre d'importance sont les suivants:
 - Capacité et soutien pour les gestionnaires de logements et d'infrastructures;
 - Reconnaissance et soutien des initiatives de logement locales;
 - Accès au crédit, à la dette, à l'équité et à d'autres mécanismes financiers;
 - Investissements pour soutenir les activités de partage de connaissances et d'information;

- Modèle de financement à long terme, flexible, de logement et d'infrastructure élaboré par et pour les Premières Nations.
- Maximiser l'effet de levier du financement, grâce à des partenariats, avec d'autres gouvernements et des Premières Nations
- Accès et mise en œuvre de tous les outils financiers modernes de développement de l'infrastructure dans les Premières nations accessibles à tous les autres ordres de gouvernement
- Identifier un moyen d'encourager la responsabilité individuelle et familiale pour le logement et l'infrastructure.

Compétences et Capacités

- Afin de maximiser l'impact du développement des compétences et des capacités, nous devons commencer par le développement de la responsabilité des propriétaires et veiller à ce qu'ils aient une formation en maintenance.
- Les Premières Nations doivent être en mesure d'obtenir l'emploi et les compétences d'un gestionnaire de logements et d'infrastructures qualifié
- Les Premières Nations doivent être soutenues par un **organisme régional**, une organisation technique ou un conseil tribal doté de compétences techniques et d'outils financiers qui leur permettent de mettre pleinement en œuvre leur plan de logement communautaire et d'infrastructure.
- Ce modèle est basé sur le contrôle des Premières Nations et un engagement fédéral total pour le financement.
- Le développement des compétences et des capacités des Premières Nations correspond aux besoins de la communauté.
- Des investissements importants et engagés dans les organisations techniques et de compétences des Premières Nations existantes.
- Centralisation d'information sur les connaissances techniques mis à la disposition de toutes les Premières Nations
- Financement engagé et approprié pour assurer l'attraction et la rétention des gestionnaires de logements et d'immobilisation qualifiés.

Gouvernance et Fourniture

- Les organisations locales, régionales et nationales sont nécessaires avec des rôles et des responsabilités identifiés où les activités de construction et d'exploitation peuvent être coordonnées par des ressources adéquatement financées et qualifiées pour faire leur travail avec succès.
- Le chef et le conseil doivent transférer leur autorité en matière de logement et d'infrastructure à un organisme non politique qui peut gérer ces biens correctement sans interférence politique.
- La mise en œuvre du logement et de l'infrastructure à l'échelle locale, régionale et nationale doit être, comme première priorité, sous le contrôle des Premières Nations.

- La capacité doit être locale et soutenue par une organisation régionale forte ou un conseil tribal qui peut fournir des services consultatifs lorsque ces compétences et capacités n'existent pas dans la communauté (partage d'information, réseautage, communications, établissement de relations, combler les lacunes de capacité, etc.)
- Les structures régionales existantes ont de la valeur, mais ont besoin d'investissements et d'autorité. Le groupe consultatif sur les services techniques de l'Alberta, la Société des services techniques des Premières nations de l'Ontario et le Comité régional tripartite sur le logement sont de bons exemples de modèles techniques et de gouvernance actuellement couronnés de succès.
- Le modèle repose sur des investissements importants et engagés dans la gestion locale des logements et des infrastructures.
- Les institutions des Premières Nations doivent être autonomes et dotées de tous les pouvoirs et de tous les fonds nécessaires pour réussir.
- Transfert de paiements directement aux Premières Nations.
- Créer des institutions de remplacement qui remplacent la SCHL et AANC dans la prestation de logements et d'infrastructures.
- La politique, au niveaux local, régional et national, doit être tenue à l'écart de développement de logement et des infrastructures.

Le travail se poursuit vers la transformation au niveau national, à travers le CCLI de l'APN. Voici les **prochaines étapes** de la réalisation du plan stratégique qui comprend une série d'activités mesurables:

- Comprendre les «vrais» coûts du logement et de l'infrastructure et entreprendre des recherches stratégiques et la collecte de données pour mieux comprendre les opérations et les programmes existants, ainsi que les politiques.
- Déterminer le niveau de capacité et les besoins et les exigences de compétences et à quel niveau ils devraient être mis en œuvre.
- Options de développement institutionnel et rôles et responsabilités pour les niveaux national, régional et local. Le rôle et les responsabilités d'une institution nationale ne sont pas encore définis.
- Co-développement du Mémoire au Cabinet et Cadre Politique (MC)
 - La SCHL diffusera la Stratégie National sur le logement (Canada) à l'automne 2017
 - La SCHL soumettra sa soumission au Conseil du trésor à l'automne 2017
 - La SCHL lancera les programmes de Stratégie Nationale sur le logement au printemps 2018
 - Séances d'engagement d'AANC - Automne 2017
 - Le Mémoire au Cabinet d'AANC sur la Stratégie Nationale de logement des Premières Nations - Automne 2017
- Comité des chefs sur le logement et l'infrastructure examinera et approuvera le plan stratégique

- Partager l'ébauche du plan stratégique avec les Premières Nations pour examen et commentaires
- Forum national sur le logement et l'infrastructure - Montréal (Québec) - du 30 octobre au 1er novembre 2017. Réviser l'ébauche du plan stratégique en fonction des séances / forums de participation et d'engagement des Premières Nations.
- Présenter les conclusions et le plan stratégique à l'Assemblée Spéciale des Chefs en décembre 2017.

3 Activités Régionales de Québec

L'APNQL est représentée au CCLI et a été impliquée dans le développement de la direction nationale et régionalise maintenant son approche de la transformation. La région du Québec est relativement avancée par rapport aux autres régions, car elle emploie une organisation semi-institutionnelle à l'origine de la conception et de la mise en œuvre des séances d'engagement. Cette organisation est le Comité Régional Tripartite sur le Logement (CRTL). L'organisation a joué un rôle déterminant dans l'élaboration du présent rapport, car elle s'est engagée à rassembler des données et à comprendre la valeur de l'analyse et de la corrélation des données pour refléter avec exactitude les résultats des séances. Ces résultats guideront les prochaines étapes du plan stratégique du CRTL.

Tel que mentionné, l'Assemblée des Premières Nations Québec-Labrador (APNQL) a conclu un arrangement avec le bureau régional des Affaires autochtones et du Nord Canada (AANC) et le bureau régional de la Société canadienne d'hypothèques et de logement (SCHL) pour créer le Comité du logement (CRTL) qui comprend désormais des infrastructures directement liées au logement. Cette organisation a été établie en 1985 en tant que comité de liaison régional sur le logement. Au cours des années 90 et jusqu'à la fin des années 2000, elle est devenue une organisation qui est maintenant axée sur cinq buts et objectifs clés. Les cinq piliers suivants étaient les objectifs initiaux et devaient:

1. Élaborer et mettre en œuvre un plan d'action sur le logement pour les Premières Nations du Québec.
2. Établir des stratégies d'intervention pour aider les communautés qui font faces à des défis.
3. Promouvoir des occasions de réseautage, de communication et de mentorat
4. Promouvoir des partenariats d'intérêt mutuel
5. Diffuser l'information aux communautés et aux organisations

Ces cinq piliers sont maintenant liés aux 7 enjeux du plan d'action du comité qui se concentre maintenant sur:

1. Prendre des mesures concertées pour améliorer la santé et la sécurité
2. Favoriser la saine gestion du portefeuille immobilier
3. Comprendre et faire valoir les besoins en matière de logement
4. Initiatives de logement ad hoc

5. Processus nationaux et régionaux d'allocation des fonds en logements.
6. Renforcement des capacités
7. Recherche et développement sur les questions liées au logement.

La CRTL est très bien positionnée pour réaliser certains des produits livrables clés dans le cadre de la gouvernance et de la prestation du cadre national et maintenant québécois. Le CRTL surveille ses activités et les gère à travers un plan d'action conjoint avec des livrables spécifiques mesurables. Le succès de cette organisation et son évolution vers l'avenir seront essentiels pour atteindre l'objectif de transfert et de contrôle complets. Il est important que cette organisation continue à maximiser l'attention et l'investissement dans les fonctions de communication et de réseautage pendant la transformation.

Il y a des membres au milieu urbain et hors de la réserve qui ont également des besoins de logement importants. Il doit y avoir un effort concerté pour inclure leurs exigences dans les prochaines étapes de toute stratégie de logement et d'infrastructure pour les Premières Nations du Québec et du Labrador. Les dirigeants ont clairement indiqué qu'ils voient les membres hors réserve et dans les régions urbaines avoir accès aux mêmes niveaux de services que ceux qui vivent dans les réserves.

4 Méthodologie

Ce projet suit le même cadre et la même approche de collecte de données que l'APN et le CCLI. Étant donné que l'APNQL et I7 ont une expérience de la mise en œuvre et de l'expertise dans l'exécution de cette méthodologie, ensemble ils ont été en mesure de recueillir des niveaux significatifs de réponse et de générer plus de 1000 points de données.

Les résultats permettront au CRTL de se concentrer sur l'amélioration de son approche pour atteindre les objectifs clés de son plan d'action actuel. Les stratégies et les tactiques doivent s'harmoniser avec la mission, qui consiste à élaborer les programmes et services de logement et d'infrastructure les plus appropriés et les plus productifs pour les communautés du Québec. Toutefois, le Labrador n'est pas représenté au CRTL.

La méthodologie commence par une compréhension approfondie de l'environnement actuel en matière de logement et d'infrastructure grâce à une recherche exhaustive de tous les éléments et de la dynamique de ce marché local québécois. Des documents de recherche et de référence ont été fournis par l'APNQL et le CRTL tout au long des étapes de planification.

Il est nécessaire de comprendre et d'apprécier les nombreuses réalités politiques, économiques, de ressource et financières des enjeux du logement et des infrastructures au Québec et de bien comprendre leur nature afin de définir les bonnes questions à poser et identifier les enjeux et défis locaux et régionaux pour les étapes importantes de l'engagement. Les activités de capture de données, d'analyse et de corrélation des données garantissent que nous disposons de toutes les informations et données pertinentes pour préparer les rapports de manière précise et utile. Les données recueillies lors de cet événement étaient riches en informations et ont fourni une diversité d'opinions quelque peu différente des événements nationaux.

Planification de l'engagement:

L'équipe de planification était composée de représentants d'Innovation 7 et de l'APNQL et chaque membre de l'équipe était présent à toutes les séances des groupes de travail précédents et a fourni des commentaires, une structure et une approche pour le plan stratégique. Cela sera une partie intégrante de tout plan régional du Québec dans le futur. L'approche utilisera les diverses contributions des groupes de travail, du comité tripartite et du précédent rapport et des notes pour développer davantage notre méthode et notre approche stratégiques. Ces documents d'information et données faisaient également partie du dossier.

L'évènement – Trois-Rivières, 26 au 28 Septembre 2017:

Les phases de travail suivantes ont servi de base à l'approche de l'évènement d'engagement. À l'approche de l'évènement, I7 a travaillé en collaboration avec l'APNQL, le RTHC et les techniciens et les fonctionnaires pour élaborer un programme et une approche qui déboucheront sur des discussions novatrices avec les institutions des Premières Nations qui géreront une approche transformée du logement et des infrastructures pour le Québec:

- Le comité de planification du CRTL a élaboré l'ordre du jour, les questions de base et appuyé l'approche de collecte d'information utilisée par I7;
- Une téléconférence avec le comité technique de l'APNQL a permis d'obtenir:
 - L'approche globale et la technique de collecte d'information des discussions «Table Top», mis en oeuvre par les facilitateurs professionnels;
 - Contribution à la détermination des types et la division des questions qui seraient posées aux délégués:
 1. Innovations en Logement
 2. Finance et Gestion Financière
 3. Compétences et Capacités
 4. Gouvernance et Fourniture
 - Afin de favoriser la discussion, des conférenciers ont été identifiés et préparés pour présenter à l'évènement sous l'un des piliers. Chaque conférencier / présentateur a été spécifiquement choisi pour livrer un «message» qui aiderait à provoquer le dialogue pendant les sessions en petits groupes.
 - Développer les questions spécifiques pour les discussions « Table Top » et créer des feuilles de travail codées en couleur - ces questions ont été développées par le CRTL

Au cours de l'évènement, toutes les discussions et les contributions ont été facilitées et ensuite capturées au moyen de tableaux à feuilles mobiles, de questionnaires et de notes d'experts pendant les séances plénières et diverses séances en petits groupes. Les résultats de la réunion ont ensuite été analysés, corrélés et un rapport préparé sur les résultats pour être intégré à une stratégie

régionale globale du logement au Québec. Pendant la phase de planification de l'évènement, les planificateurs ont pu confirmer leur approche et obtenir les commentaires des membres de leur comité technique. Cette étape est cruciale pour obtenir un «buy-in» global au format de l'évènement.

Le format adopté a vu la conception de l'agenda suivant pour l'évènement:

1. Amener les conférenciers à introduire les sujets et à illustrer leur vision de l'avenir du logement et de l'infrastructure au Québec et les niveaux de besoins requis au niveau local.
2. Des panels de conférenciers locaux, experts et autochtones qui ont discuté, provoqué et suscité un dialogue sur les spécificités d'un sujet (innovation, financement et gestion financière, etc.). L'information et les éléments de discussion clés seront utilisés comme base pour le développement de la notation pour les réponses des délégués lors de la quantification des données.
3. Les délégués se sont répartis sur quatre sites d'ateliers différents, prédéterminés par la numérotation et la répartition des préférences linguistiques, et ont présenté des questions spécifiques concernant le sujet du logement et de l'infrastructure.

Les présentations plénières ont pour but de susciter des discussions stimulantes lors des ateliers:

- Les présentations ont ouvert la voie aux discussions de table et ces discussions de table ont été organisées en quatre piliers similaires à l'approche nationale de l'APN:
 - Financement et Gestion Financière
 - Compétences et Capacités
 - Gouvernance et Fourniture
 - Innovations
- Chaque conférencier a fait une présentation sur les innovations qui se déroulent actuellement dans les Premières Nations pour amorcer les discussions, l'inclusion et le débat.

Le but des discussions de table était de conduire les délibérations et de provoquer des réponses qui donnent un aperçu des futurs besoins en matière de logement des délégués et de la façon dont ils voient la nouvelle programmation créée:

- Quatre sessions animées simultanées:
 - 1 anglais, 2 français et 1 bilingue
- "Feuilles de travail" de table:
 - Questions pertinentes du Québec concernant le domaine de discussion
 - Matériel de base et description des concepts pour fournir le contexte
- Discussions et saisie de données sur les feuilles de travail
- Rassembler les feuilles de travail entrées dans la «base de données d'engagement de Québec» pour l'analyse et la corrélation des données.

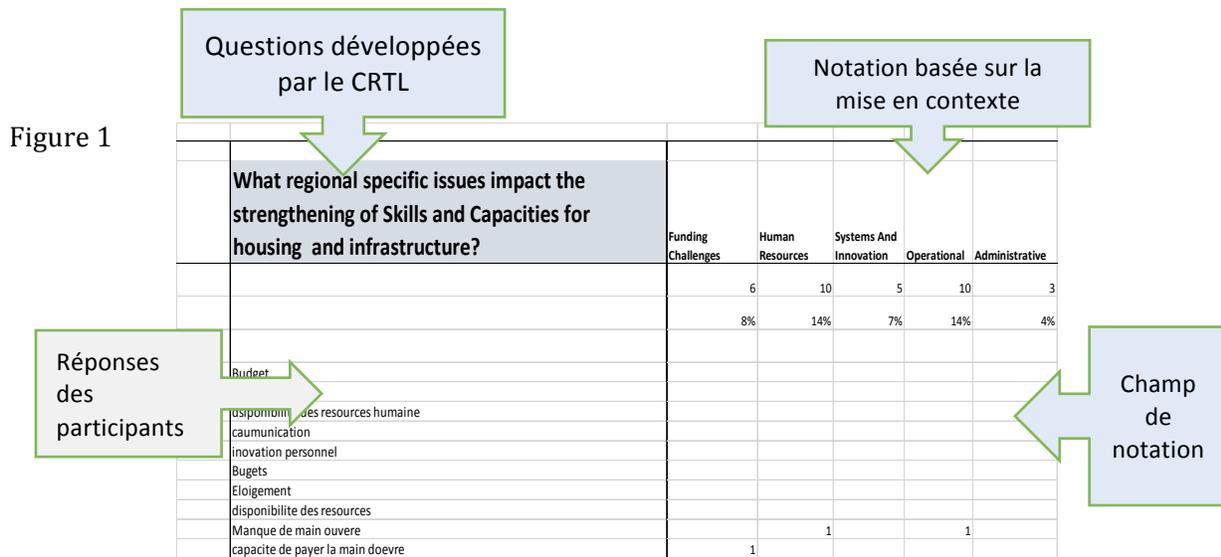
Analyse de données, tri et corrélation:

- Plus de 1000 points de données ont été recueillis au cours des trois jours de l'évènement et ont contribué à un ensemble de données riche.

- Les données collectées lors des sessions ont été analysées et ensuite décomposées en thèmes. Ces thèmes ont ensuite été utilisés pour regrouper les réponses des délégués et ensuite synthétisés pour déterminer les priorités.
- Les réponses ont été saisies dans le modèle de tri et ensuite ont été corrélées. Ces données, une fois corrélées, ont aidé à déterminer les priorités stratégiques identifiées par les délégués comme étant les éléments clés et les activités qui doivent être mis en œuvre dans le cadre de la stratégie globale.

Notation et quantification: dans Microsoft Excel (Figure 1)

- La notation des réponses est «entrée» dans la feuille de calcul sous la question développée par le CRTL
- La ligne de notation est basée sur le contexte défini par la présentation du CRTL et autres présentations principales.



- Le champ de notation est celui où les données sont corrélées et notées et b = génère les réponses en pourcentage.

Rapports: Initial et final

Une compilation initiale et un examen des données brutes ont été examinés pour les tendances de haut niveau et les observations importantes qui pourraient être ramenées au groupe le dernier jour et ces observations initiales étaient:

Les thèmes initiaux de haut niveau qui étaient dominants durant la séance d'engagement. Ces thèmes répétés dans tous les ateliers étaient:

- Financement et Gestion de Finances:
 1. Accès aux outils de financement et à l'accès au capital qui n'imposent pas de restriction aux Premières Nations (par exemple SEDAC)
 2. Élimination des GEM
 3. Plus de financement est requis
 4. Financement par la province

5. Partage des revenus de ressources
- Gouvernance et Fournitures:
 1. Ne pas remplacer la bureaucratie par plus de bureaucratie
 2. Dépolitisation
 3. Collaboration / mise en réseau / partage des ressources / rupture de l'isolation
 4. L'allocation est une question épineuse
 5. Réticence à aller trop vite dans le processus. Optez pour un processus qui mène à une solution à partir du niveau communautaire.
- Compétences et Capacités:
 1. Formation pour le leadership, la haute direction, les propriétaires et les membres.
 2. Barrière de la langue
 3. L'institution doit être régionale (PAS à l'échelle nationale)
 4. L'organisation doit avoir la capacité de donner des certifications.
 5. Les gestionnaires de logement sont surchargés de travail.

Les premiers commentaires ci-dessus décrivent les thèmes de haut niveau que nous avons identifiés lors de l'évènement. Après l'analyse plus approfondie, le rapport final sera élaboré au moyen de l'exercice d'interprétation détaillée de l'information au cours de l'analyse des données et de la synthèse de l'information à l'étape de la rédaction du rapport. Le fait de travailler et de collaborer avec les responsables de l'APNQL lors du déploiement des séances d'engagement en matière de logement et d'infrastructure au Québec a permis de recueillir la plus grande quantité d'information. L'analyse détaillée constituera les principaux éléments du rapport remis à l'APNQL et au CRTL.

L'analyse a révélé les résultats et fait la synthèse des préoccupations, des défis et des possibilités des séances en sous-groupes et de la séance plénière en ce qui a trait à la mise en œuvre globale de la stratégie d'infrastructure des Premières Nations du Québec. Ce sont les données, telles que proposées par les délégués qui ont assisté et participé à l'évènement.

5 Objectifs

Les objectifs de la séance d'engagement du Québec étaient les suivants:

1. Le premier jour consistait à préparer les délégués des Premières Nations qui participaient à l'évènement en leur fournissant des renseignements pertinents sur les progrès du logement et de l'infrastructure au Québec, ce qui a permis une participation accrue aux discussions de la deuxième et de la troisième journée.
2. Les journées deux et trois ont été conçues pour la cueillette des données et d'informations, les discussions facilitées qui ont suscité des discussions et des techniques de collecte d'informations utilisées pour assurer le plus haut niveau de capture de données
3. Préparer un rapport sur l'évènement et les résultats de cette étape de l'engagement et recommander les prochaines étapes de la mise en œuvre.

6 Ordre du Jour

Le développement de l'agenda de l'évènement a vu l'utilisation de jour 1 pour préparer les délégués et les jours 2 et 3 pour la collecte de données et d'informations. L'ordre du jour officiel est joint à l'annexe 2. Voici un aperçu du déploiement de l'ordre du jour et de la relation avec les objectifs.

Jour 1

- Les remarques de bienvenue ont été fournies par le chef Lance Haymond, détenteur du portefeuille de logement et d'infrastructure de l'APNQL.
- L'animateur a donné un aperçu du déploiement de l'évènement et des attentes.
- Un aperçu de l'état de la situation au Québec en matière de logement et d'infrastructure
- Contextualisation par le Comité régional tripartite sur le logement
 - Financement et Gestion de Finance
 - Gouvernance and et Fourniture
 - Compétences et Capacités
- Contextualisation par Santé Canada
- Résumé de la position nationale de l'APN
 - Forum national sur le logement et l'infrastructure, Winnipeg (novembre 2016)
 - Activités du Groupe de travail APN - Gouvernement du Canada
- Résumé de la position régionale par l'APNQL
 - Logement et infrastructure sous le contrôle des Premières Nations
 - Une solution qui trouve son fondement au Québec
- Présentations par des organisations régionales qui opèrent actuellement dans les Premières Nations:
 - Initiatives de logement dans les réserves
 - Les défis du logement dans les réserves
 - Problèmes et défis dans les réserves et milieux urbains que font face les bandes sans terres.
- Examen du déroulement de la séance d'engagement
 - o Sujets, déroulement, enjeux

Jour 2

- Remarques d'ouverture
 - Objectif du processus et contexte des séances de réforme et d'engagement (AANC)
 - Chef Lance Haymond (titulaire de portefeuille pour l'APNQL)
 - Facilitateur fournissant la vue d'ensemble et les objectifs pour les jours 2 et 3
- Financement et gestion financière - Panel n ° 1
 - Waterstone strategies
 - Société d'Épargne des Autochtone du Canada
- Discussion de groupe facilitée et capture de données pour le financement et la gestion de finance
- Gouvernance et prestation - Panel n ° 2
 - Commission de la santé et des services sociaux des Premières Nations du Québec et du Labrador

- Chef Jean-Charles Piétacho, Première Nation Ekuanitshit
- Chef Manon Jeannotte, Première Nation de Gespeg
- Discussion de groupe facilitée et capture de données pour la gouvernance et fourniture
- Compétences et capacités - Panel # 3
 - Commission de développement des ressources humaines des Premières Nations du Québec
 - Conseil scolaire des Premières Nations en éducation des adultes
 - Communauté de pratique en habitation
 - Regroupement Mamit Innuat
- Discussion en petits groupes facilitée (gouvernance et fourniture)

Jour 3

- L'allocution d'ouverture a été fournie par le facilitateur en la collaboration avec David King Ruel pour promouvoir l'innovation et de nouvelles approches en matière de logement et d'infrastructure
- Panel (innovation et nouvelle approche)
 - École d'architecture de l'Université Laval
 - Wendy Pollard, SCHL
 - Adéline Basile, Première Nation Ekuanitshit
- Activité participative menée par David King Ruel sur l'innovation et les nouvelles approches et la mise en œuvre de nouvelles approches.
- Plénière - Principaux résultats des discussions
 - Financement et gestion de finance
 - Gouvernance et fourniture
 - Compétences et capacités
 - Questions – discussion
- Récapitulatif et prochaines étapes
- Fin de la session d'engagement

7 Narratif de l'évènement

Le narratif suit les présentations en plénière et les concepts et les questions soulevées au cours de la période de questions et réponses qui en résulte. Le narratif suivant est en point de forme pour capturer les concepts de «haut niveau» entourant chaque présentation.

7.1 Narratif de Jour 1

Séance plénière d'ouverture:

- La collaboration au Québec est forte grâce au comité tripartite (AANC, SCHL et APNQL). Ils se rencontrent régulièrement et formellement 3 à 4 fois par an; développent un plan de travail et des stratégies et travaillent vers le même objectif; aide à améliorer les conditions de logement dans les collectivités des Premières Nations.

- Les discussions initiales sur la réforme du logement cherchent à contribuer à l'élaboration de l'approche et du modèle national.
- Plus de 100 000 unités nécessaires à l'échelle nationale en matière de logement. Une étude québécoise a indiqué il y a cinq ans que les Premières Nations du Québec ont besoin de 9500 unités et de 5000 rénovations pour gérer l'arriéré et gérer les nouvelles compositions familiales.
- Les Premières Nations du Québec construisent environ 250 unités par année, mais ont besoin de 2,5 milliards de dollars de plus pour répondre aux besoins locaux régionaux sur une période de cinq ans.
- L'APNQL, dans le cadre du Comité des Chefs de l'APN sur le logement et l'infrastructure, tient des réunions et des séances d'information depuis mai 2016, qui se sont poursuivies jusqu'au Forum de novembre 2016. Les résultats ont été formulés comme une préface à la réforme du logement et de l'infrastructure.
- Bien qu'il soit nécessaire d'adopter une approche nationale, le Québec s'est rendu compte qu'il existe une occasion unique de faire quelque chose avec nos capacités, au sein de nos propres institutions.

La situation du logement:

- Il y a des communautés où le logement est collectivement détenu par le chef et le conseil mai, mais ils n'ont pas accès à la propriété et les lotissements sont tous locatifs, et il y a d'autres Premières Nations qui ont strictement accession la propriété.
- D'après un rapport de l'APNQL sur les besoins en matière de logement de 2014, l'information provenant des Premières Nations doit être mise à jour tous les six ans pour s'assurer que l'information est à jour et actuelle. En 2000, les chefs ont déclaré une crise du logement et devaient documenter cette situation avec l'aide des communautés des Premières Nations et des bases de données ministérielles. Ces données ont augmenté et sont utilisées au niveau national. Il est reconnu au niveau national que cette information est très importante.
- Le droit au logement est un droit de l'homme reconnu par le droit international. Toute personne a droit à un niveau de vie garanti par DNUDPA.
- Indice de bien-être communautaire, utilisé pour évaluer les communautés. Nous avons constaté que l'indice de bien-être est beaucoup plus bas qu'en dehors des réserves. C'était surprenant. Le logement a le plus grand écart.
- Le logement a un impact sur d'autres domaines et sujets tels que la santé, l'éducation, le développement social, le développement communautaire, la sécurité du revenu et la main-d'œuvre.
- Il y a 56 868 membres inscrits des Premières Nations vivant dans les réserves (Q & L), 14 732 unités (Q & L), en moyenne 250 unités de logement construites avec le budget régulier au Québec. À l'heure actuelle, 9433 unités sont nécessaires en raison du surpeuplement, de la croissance démographique, de la migration des non-résidents, du remplacement et des nouvelles communautés. Ce besoin couvre une période de 5 ans.
- 4983 unités ont besoin de réparations de rénovations mineures et majeures.
- Il y a des besoins de décontamination et d'assainissement, y compris la moisissure, il y en a 1636 impliquant une contamination légère, modérée et lourde. Depuis 2000, il y a eu une amélioration, mais il y a encore de la place pour l'amélioration.

- 8251 lots sont nécessaires, tous ayant des besoins d'infrastructure connexes, tels que l'eau, les égouts sanitaires, les égouts pluviaux, les routes, l'éclairage public ou les installations individuelles pour permettre la construction de nouvelles maisons.
- Les résultats ont révélé une croissance plus lente des besoins entre 2006 et 2012, le surpeuplement diminue légèrement et le parc de logements s'est amélioré, les besoins financiers ont augmenté.
- Le coût de la construction en 2000 était de 108 000 \$ par maison en moyenne et en 2012, nous sommes maintenant confrontés à des coûts dépassant 196 500 \$.
- Le fait que le Québec ait beaucoup investi a réduit les allocations de la SCHL dans le budget de base.

Les défis du logement:

- Une population en croissance rapide a des besoins croissants deux fois plus grands que la population non autochtone. De plus, nous assistons à une augmentation des coûts de construction dans un contexte de non-indexation des budgets d'immobilisations, de diminution du programme de logement social de la SCHL.
- La réalité de l'éloignement est très difficile pour certaines Premières Nations qui n'ont pas la capacité de répondre à leurs besoins en matière de logement et d'infrastructure. Les revenus provenant d'autres sources sont limités, ce qui affecte la gouvernance, la capacité et la croissance de la communauté.
- Difficultés financières pour plusieurs Premières Nations en termes d'accès au capital et de capacité de livraison
- La viabilisation des terrains nécessitait des investissements qui dépassent largement la capacité de plusieurs Premières Nations.
- Le recouvrement des loyers et les problèmes liés au recouvrement des dettes sont des problèmes graves qui ont des répercussions sur les déficits d'exploitation, sur la maintenance et l'effet d'entraînement, et sur les processus de redressement difficiles qui sont rarement couronnés de succès.
- Taille du parc de logements dans plusieurs Premières Nations, problème de capacité, lacune dans l'entretien préventif et régulier et l'espérance de vie des maisons est généralement inférieure aux normes. Le manque de capacité en général, les conditions économiques et le manque de logement peuvent avoir des effets dans d'autres secteurs de la société ou de la communauté tels que la santé, l'éducation et les services sociaux.
- Il faut se rappeler qu'il y a une grande population de membres hors réserve et urbains qui ne doit pas être négligée ou oubliée pendant le développement de nouveaux programmes. Les dirigeants se sont engagés à faire en sorte que ces membres aient un accès égal au financement et à la capacité existant dans les communautés.
- Les bandes sans terre comme la nation Micmac de Gespeg, doivent également être incluses dans la stratégie, car elles doivent avoir un accès égal à la programmation et aux possibilités futures.

L'importance critique du financement de l'infrastructure

- Le financement des infrastructures et l'obtention de budgets de base pour les lots sous-tendent les défis du logement et du développement communautaire et explique le manque de croissance. Sans fonds d'infrastructure engagés, la situation du logement ne fera que s'aggraver.
- Il y a de la place pour la flexibilité et les initiatives précédentes (budget fédéral 2005, PAEC, Budget 2016) ont toutes démontré qu'avec une certaine souplesse, vous pouvez avoir du succès.
- La formule de base créée en 1996 est la même depuis 1996 et n'a contribué qu'à la stagnation. La subvention actuelle au logement de 19 400 \$ à 48 000 \$ est fondée sur les mesures de 1985.
- La formule de développement des lots actuelle était basée sur les coûts génériques de 1996 et le moment est venu pour les changements.

Défis et solutions dans l'infrastructure:

- Coûts croissants vs financement, ATR, conditions du sol, densification et inventaire.
- Investissements dans la stratégie sur l'eau depuis 2004-2005 avec un capital de 125 M\$, F et E / formation 29 M\$, pour un total de 154 M\$ sur 12 ans.
- Profil du Québec 11 % en vertu d'un accord municipal / système PN (achat du service), 25 % accord municipal pour les deux services, 64 % ont leurs propres systèmes pour les eaux usées et / ou l'eau potable.
- Appui à la stratégie de l'eau - ligne d'appel 24/7, visites sur site, inspections, symposiums, site web, certification des opérateurs, CT et formation ciblée.
- Avis à long terme / qualité de l'eau depuis novembre 2015 au Canada - 77 avis, 26 avis solutionnés, 0 au Québec, 50 % des investissements B-16 dans la région du Québec pour la stratégie sur l'eau.
- À l'avenir, l'objectif est de mettre à niveau tous les actifs liés à l'eau et aux eaux usées, la formation / re-certification / remplacement, les nouvelles approches (contrats de performance) et les partenariats (secteur privé et municipalités). La gestion de la relève doit avoir lieu, prévoir des départs à la retraite.

Articles de Discussion

1. La formule de financement existe depuis 1996 et les délégués sont aux prises avec un financement limité, ce qui signifie que les gestionnaires de logements doivent faire des choix difficiles qui ont une incidence négative sur nos membres. Les changements doivent être rapides et proactifs, la formule doit être revue, mise à jour et réactivée.
2. Migration des membres de la communauté se rendant dans les municipalités voisines pour le logement. Les gens doivent quitter leur communauté pour aller chercher un logement ailleurs, ils doivent payer un loyer, donc ils doivent obtenir un emploi et rester dans la ville. Même s'ils ne sortent que temporairement, ils sont classifiés comme étant « hors réserve. »
3. La conception des maisons construites en 1960 n'était pas adéquate - 20 x26 était la taille d'un chalet - cette maison parce qu'elle a été construite avec peu de financement ou de connaissances en matière de logement, n'a pas assez de prises électriques, des problèmes électriques, etc. Si nous voulions rénover ces maisons, il y aura plusieurs coûts parce que les

maisons ne répondent plus aux normes. Nécessité d'élaborer sur ce point, non pas pour détruire, mais pour investir dans le développement durable et les mettre aux normes.

4. Densifications pour les familles élargies, en lien avec les biens immobiliers matrimoniaux qui doivent être pris en considération.
5. Les activités de préparation à la retraite se déroulent également dans toutes les collectivités et les gens sont bien formés en raison de la formation « circuit rider training ».
6. Problèmes de certification - Kitigan Zibi a essayé d'enregistrer les employés pour faire la certification pour l'eau et les eaux usées. La certification était permanente avant, mais maintenant il faut renouveler ou mettre à jour tous les 5 ans.
7. Les bandes sans terre, ainsi que les membres urbains et hors réserve doivent être pris en compte et inclus dans le développement futur d'une stratégie de logement et d'infrastructure pour les Premières Nations.

Mises à jour des membres régionaux tripartites sur le logement:

- **Santé et sécurité** - La sécurité du logement, toujours préoccupée par le surpeuplement et la moisissure, le radon et la vermiculite n'est plus sur le marché et des pratiques de construction ont été mises en place pour traiter les problèmes de radon. La moisissure est et peut être récurrente.
- **Une saine gestion** du logement des Premières nations ne devrait pas constituer un fardeau, mais plutôt un avantage. La SCHL collabore avec AANC et l'APNQL en matière de saine gestion. Différentes réalisations de la gestion saine - la distribution de logements sociaux et de logements privés. Comment pouvons-nous mieux cibler nos pratiques? La gestion saine des logements est très large, selon les valeurs et les besoins des communautés. Avez-vous besoin de plus d'aide concernant les sujets? Y a-t-il un intérêt à développer l'accession à la propriété privée dans les communautés?
- **Besoins de logement** - comprendre l'étendue des besoins. Besoin d'être partenaire du processus national pour l'avenir. Le Québec peut efficacement fournir de l'information à l'APN et au gouvernement fédéral au niveau national dans l'élaboration d'un plan d'investissement pour l'avenir. Si nous progressons avec le même niveau de financement maintenant, nous allons revenir en arrière dans le futur. Les données se traduisent par des résultats concrets au Québec. L'argent est alloué en fonction des besoins essentiels, et non des meilleures pratiques et des indicateurs de performance.
- **Initiatives ponctuelles** - Les partenaires du CRTL partagent des informations sur divers programmes et initiatives et harmonisent leurs interventions afin de fournir un soutien maximal aux Premières Nations dans la Région. Les partenaires se concentrent sur la définition des grandes lignes de la mise en œuvre régionale et s'assurent que les Premières Nations ont accès aux programmes et y participent tout en satisfaisant aux exigences et aux conditions de ces programmes. Voie de réflexion et défis: Priorité régionale des secteurs d'intervention et de soutien à l'approche régionale du logement dans les réserves en absence d'initiatives nationales. Composantes de programme de logement dans les réserves des Premières Nations existantes ou réalisables: fin de l'accord, politique du logement; accès à la propriété privée, systèmes de location, autorité de logement, fonds de logement, densification et bi-génération.
- **Processus d'attribution de logements** - Le Comité a produit un guide sur la répartition des budgets dans un souci de transparence. La densification du logement est au cœur des enjeux pour maximiser les fonds disponibles: faire plus avec les budgets à notre disposition!

- **Renforcement des capacités** - En matière de développement des compétences, le budget est toujours limité. Besoin de maximiser les budgets avec des partenariats afin que nous puissions aller dans une direction. Le cégep Garneau, en collaboration avec la Commission de développement des ressources humaines des Premières Nations du Québec, a élaboré un programme de formation pour les gestionnaires de logements. Des groupes de ressources techniques ont été mis en place avec les conseils tribaux au Québec, et de là, il y a eu beaucoup de discussions entre la SCHL et AANC concernant la distribution des fonds, pour voir ce qui peut être financé et ce qui ne peut pas l'être. Quels sont nos besoins en développement de compétences, les gens qui ont de l'argent peuvent y répondre. Comment le budget devrait-il être dirigé?
- **Recherche et développement** - Les partenaires du CRTL travaillent de concert pour explorer et promouvoir de nouvelles avenues pour appuyer la recherche de solutions aux problèmes et défis régionaux liés au logement. Réflexion et défis:
 - Base de données régionale sur les parcs de logement partagée et pertinente pour tous les partenaires utilisateurs, densification (lot-type de logement),
 - Mode de construction (conteneur, préfabrication sectionnelle, dalle et planchers, etc.), coûts de construction réduits, développement économique de la construction et nouveaux capitaux externes.
 - Développement d'une base de données - harmonisée, ce qui augmentera notre crédibilité.
 - Maisons minuscules, la construction dans les réserves est un formidable outil économique qui sort des collectivités.

Questions des participants:

- Problèmes d'efficacité énergétique et utilisation de technologies innovantes pour soutenir le développement du logement.
- La représentante des femmes de l'APNQL, chef du Lac Simon, n'a pas vu les impacts en ce qui concerne le dossier des femmes des Premières Nations. Comme nous l'avons vu récemment, il existe de nombreuses commissions pour les femmes, comme l'enquête publique sur les services publics au Québec, les femmes et les filles autochtones disparues et assassinées et les conditions de vie des femmes. Les nombreuses femmes en détresse en raison du manque de logements; le nombre de femmes qui ont été brutalisées. Les femmes doivent quitter la communauté, elles deviennent vulnérables à la prostitution, à l'alcoolisme et à la consommation de drogue. Ce danger s'étend également à leurs enfants, dont certains ont moins de 12 ans, à cause des maisons surpeuplées. Cela a un effet pervers sur la communauté et certaines sont plus touchées que d'autres.
- Les services de police sont nécessaires pour assurer la sécurité des enfants et des femmes.
- Il y a aussi des problèmes de sécurité des femmes, des sans-abri dans notre communauté, des jeunes qui n'ont pas d'abris, parfois des femmes ou des hommes qui deviennent sans-abri et parfois la femme doit abandonner ses enfants en raison du manque de logement. Dans des cas comme cela, le bureau de protection s'implique et envoie ces enfants dans des familles d'accueil.
- Vous parlez de maisons malades, mais nos femmes sont vraiment touchées et rendues «malades» à cause du manque de logement. Le suicide est élevé, car les femmes doivent abandonner leurs enfants. Ce sont des jeunes qui s'enlèvent la vie, nous sommes en 2017 et nous n'avons toujours pas réglé la situation.

- La saine gestion du logement doit inclure la satisfaction des besoins de la femme, le service à la femme, trop de femmes ont perdu la vie, non seulement au Québec mais partout ailleurs. La suggestion est qu'ils créent une commission et prennent en charge la santé, l'éducation et le logement.
- Nous devons nous assurer que les 9500 logements requis au Québec tiennent compte des unités requises pour s'adresser à nos femmes et enfants vulnérables.

Questions sur le cadre national:

- L'APN devrait trouver et apporter de nouvelles sources de financement et d'outils financiers pour les Premières Nations.
- Création d'une commission pour le logement à travers laquelle le financement serait disséminé et le développement des capacités serait réalisé.
- L'achat regroupé pour les matériaux de construction, peut-être le comité tripartite devrait chercher le financement et des fonds auprès des fournisseurs et aller directement aux fournisseurs, peut-être nous pourrions faire des économies d'échelle en achetant en quantité, tout en recherchant des financements.
- L'interférence politique est un facteur réel qui doit être traité; il doit y avoir une dépolitisation du logement communautaire. Avec les élections qui ont lieu tous les deux ans, les politiciens de la communauté sont en mode élection tout le temps. Pendant les campagnes, le logement est la priorité, mais une fois élus, ils déplacent leurs propres programmes et le logement revient au bas de la liste.
- Les délégués ont été encouragés à écouter d'autres communautés autochtones, comme celle en Colombie-Britannique, qui ont créé un modèle de logement. La Colombie-Britannique a 203 communautés, le Québec a que 40 communautés. En Colombie-Britannique, ils prennent le contrôle de toutes leurs Premières Nations, semblable au First Nations Health Authority.
- L'établissement d'un plan, les pratiques de gestions devraient être normalisées dans les communautés. L'inconsistance nuit aux Premières Nations. Besoin de développer ces normes. Pratiques de gestion cohérentes pour le logement et l'infrastructure.

Mis à jour des chefs de AFNQL

Il y a deux actions et exigences fondamentales:

(1) L'injection d'investissements «massifs», en partenariat avec la Première Nation, pour éliminer l'arriéré accumulé.

(2) Négocier et mettre en œuvre une nouvelle approche grâce à laquelle les Premières Nations exerceront leur pleine juridiction en matière de logement et d'infrastructure, y compris hors réserve.

- Un plus grand nombre de nos citoyens déménagent dans un environnement urbain. Nous devons nous assurer qu'ils ont accès à un logement sûr et abordable à l'extérieur des réserves.
- Tout au long de nos engagements, la province de Québec n'a pas été impliquée dans cette discussion et la province a elle aussi une responsabilité. Le gouvernement fédéral verse des fonds à la province pour s'occuper de nos membres hors réserve. La SHQ est l'organisme

provincial de développement du logement pour les non-Autochtones hors réserve et ils ont aucune relation avec l'APNQL ou le CRTL.

- Lorsque cela est possible et réalisable, le logement doit être considéré et géré comme une entreprise qui crée des emplois. Les matériaux doivent être achetés stratégiquement en vue de la durabilité des stocks de logements. Les revenus de source propre doivent également faire partie du plan de reconstruction et de rétablissement.
- Un institut régional des Premières Nations ou un secrétariat du logement est nécessaire, mais pas encore défini. L'APNQL entend de la part de ses membres qu'une institution régionale de logement ciblée est un objectif clé - un institut national peut être créé tant qu'il fait la queue avec les régions. L'APNQL déclare catégoriquement, en répondant aux souhaits de ses membres, l'importance de créer un institut régional linguistiquement approprié et doté de ressources adéquates.
- Nos collectivités veulent une intervention plus rapide, à éliminer les limites imposées par les organismes de financement, des meilleures opportunités offertes à différents niveaux aux membres des Premières Nations, d'obtenir des prêts hypothécaires et offrir des possibilités à divers niveaux, tous interconnectés au sein des institutions des Premières Nations.

Principes directeurs de l'APNQL sur l'avenir du logement et de l'infrastructure:

- Des solutions concrètes - efficacité, transparence, responsabilisation, forte relation intergouvernementale et collaboration.
- Des outils appropriés: juridiction, législation, structure de gouvernance formelle, politique approuvée et processus d'administration adéquate, financement approprié.
- Niveau d'autorité: à définir, mais à construire à partir des communautés vers l'extérieur.
- Nos programmes: pas un agent de livraison pour d'autres programmes gouvernementaux.
- Ressources: autant de ressources que possible pour répondre aux besoins de logement de la communauté, pas de bureaucratie supplémentaire si les institutions n'ajoutent pas de valeur et d'utilité.
- Soutien: à long terme et durable
- Collaboration: au sein des Premières Nations et entre les Premières Nations et les autres ordres de gouvernement.

Maximiser la réforme du logement

- Compétences et capacités - formation des ressources humaines, partage des meilleures pratiques, éducation et sensibilisation de la communauté.
- Financement et gestion financière - Densification du logement social, arrimer besoins, capacité de payer et produit d'habitation, autonomisation individuelle (perception des loyers, etc.)
- Gouvernance et exécution - adoption de politiques de logement, séparation du politique et de l'administration.

Discussion

- Je travaille pour ma communauté, mais cela coûte cher, nous devons aider les gens et ensuite ils payeront leur loyer.

- Ceux qui peuvent payer devraient payer. Nous sommes d'accord que nous devons aider nos gens. Nous devons faire connaître les meilleures pratiques pour voir si ces options fonctionneront dans votre communauté.
- Si une institution est créée au Québec pour le logement et l'infrastructure, les exigences linguistiques signifient qu'elle doit être entièrement bilingue lorsque les ressources institutionnelles sont capables de fournir des services en français et en anglais.
- Le processus institutionnel et de transformation n'a pas été défini, c'est la raison que nous sommes ici. Si cela reste le vrai but du gouvernement alors nous pouvons raisonnablement voir des changements positifs réels dans 5 à 10 ans, alors nous pouvons prendre le contrôle du logement des Premières Nations.

7.2 Narratif du Jour 2

Le deuxième jour était le jour clé de «l'engagement». La journée entière a été organisée et consacrée à l'extraction d'informations et de données auprès des délégués et à la collecte de ces données pour une analyse plus poussée et la corrélation. Les résultats et le récit général du deuxième jour peuvent être trouvés dans les prochaines sections de rapports.

7.3 Narratif du Jour 3

Le troisième jour a été conduit par les événements qui ont été dirigés par David King Ruel. M. King Ruel a eu un certain nombre de présentateurs au début du troisième jour. L'objectif de ces présentations était de stimuler les discussions sur l'innovation.

M. King Ruel a tenu une session interactive avec le groupe où ils ont réalisé un certain nombre d'activités différentes qui ont abouti à une séance de réflexion hors des sentiers battus et à la création d'«idées folles». L'objectif de cette partie de l'ordre du jour était d'amener le groupe à réfléchir d'une manière sur le logement qu'ils n'avaient peut-être jamais utilisé auparavant.

Les résultats des sessions d'innovation ont été saisis dans l'ensemble de données et notés comme les informations des jours précédents.

8 Financement et Gestion Financière

8.1 Aperçu

La gestion financière est l'effet de levier des capitaux investis dans le but de créer des logements et des infrastructures. Cela peut être des investissements de source propre, du capital disponible et du capital supplémentaire recherché pour les institutions financières. Des outils tels que les obligations et le financement par actions et par emprunt sont des outils modernes de financement du développement. Voici des exemples d'outils de financement actuellement disponibles pour les gouvernements dominants afin de soutenir le développement du logement, tels que les prêts hypothécaires, les marchés de capitaux et les obligations traditionnelles.

Le financement est constitué des contributions des gouvernements fédéral et provincial à des fins de logement et d'infrastructure. La SCHL et AANC ont généralement fourni du financement dans le cadre de diverses initiatives de programmes de financement. Le système actuel est reconnu depuis longtemps comme étant brisé et nécessite d'importantes améliorations si nous voulons éliminer l'arriéré et créer une stratégie de logement durable.

Voici les questions spécifiques qui ont été conçues par le CRTL et posées aux délégués pour animer la discussion et évoquer le débat:

- Quels sont les obstacles actuels au développement d'un parc de logements dans votre collectivité ?
- En plus des programmes fédéraux actuels de logement social, quelles initiatives pourraient favoriser l'accès au logement et à l'infrastructure dans votre collectivité ?
- Quels autres sources ou moyens de financement pourraient mieux supporter les besoins en logement et en infrastructure des Premières Nations ?
- Quels changements, aux lois, aux politiques et aux programmes, permettraient un meilleur accès au financement pour le logement et l'infrastructure?

8.2 Résultats

Au cours des ateliers, les thèmes dominants suivants ont émergé:

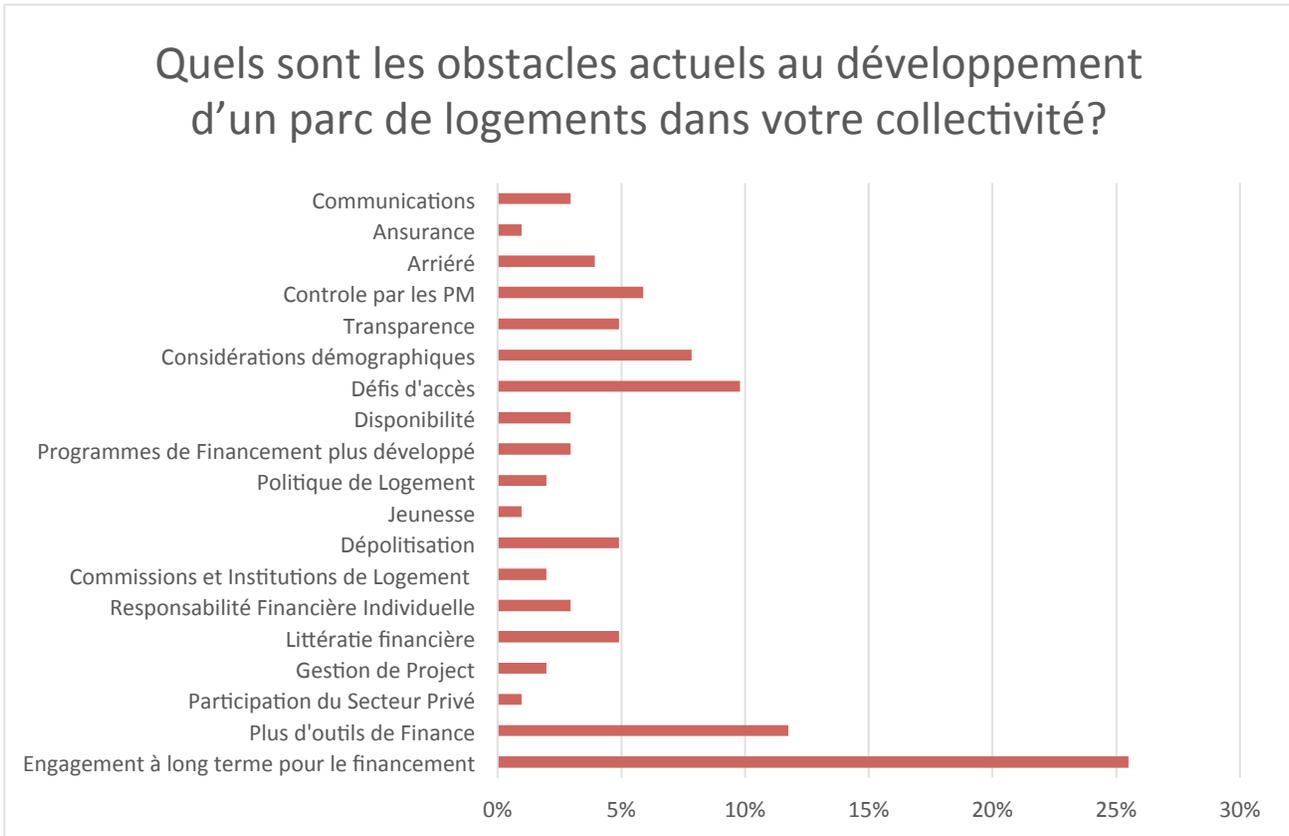
1. Accès aux outils de financement et accès au capital qui n'imposent pas de restriction aux Premières Nations (par exemple ABSCAN)
2. Élimination des GEM
3. Plus de financement est requis
4. Financement des provinces
5. Partage des revenus de ressources

Voici les résultats détaillés de chaque groupe en fonction de leurs commentaires écrits et verbaux. Les réponses sont exprimées en pourcentage des réponses globales du groupe aux questions posées.

Quels sont les obstacles actuels au développement d'un parc de logements dans votre collectivité?

1. Engagement de financement à long terme par le gouvernement = 25%
 - a. Fait référence aux réponses liées à l'accès à plus de financement et à l'augmentation d'option de financement
2. Accès à plus d'outils de financement = 12%
 - a. Accès à toutes les sources de financement : hypothèques, financement par actions et emprunt, et obligations.
3. Difficultés d'accès liées aux facteurs d'éloignement = 10%
 - a. Réponses qui ont rapportées les éléments liés à l'éloignement et nord / sud
4. Facteurs démographiques et sociaux = 8%

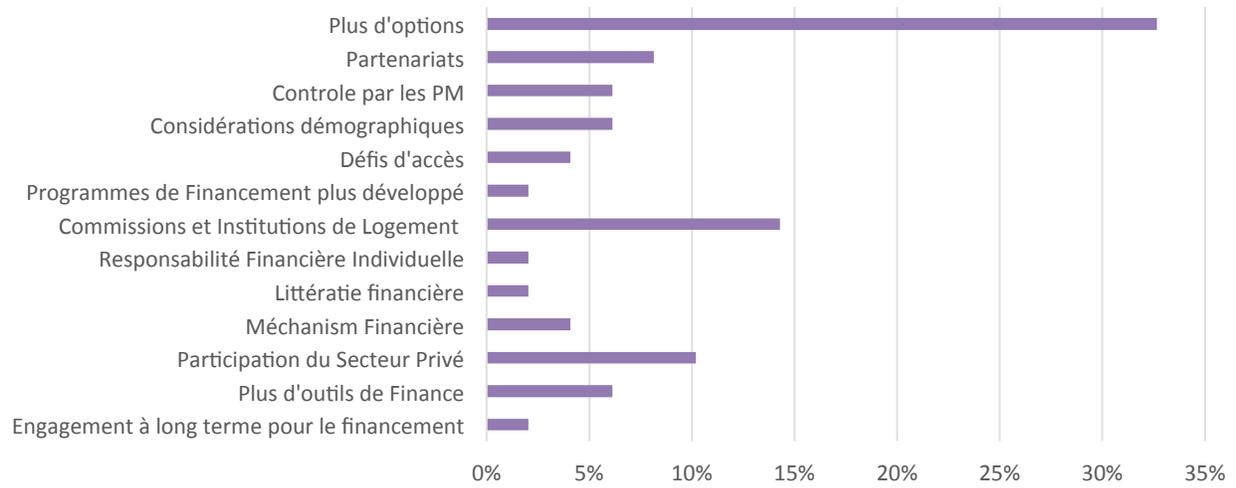
- a. Planification de la relève, jeunesse
- 5. Contrôle des Premières Nations = 6%
- 6. Dépolitisation de l'accès au logement = 5%
- 7. Augmenter la littératie financière des membres et des dirigeants = 5%



Envisagez un temps bien au-delà des programmes fédéraux actuels de logement social, quelles initiatives pourraient favoriser l'accès au logement et à l'infrastructure dans votre collectivité?

1. Avoir plus d'options financières et de financement disponibles localement = 33%
 - a. Accès à tous les types d'outils de financement
2. Création d'une commission ou d'une autorité régionale du logement = 14%
3. Augmentation des investissements et partenariats du secteur privé = 10%
4. Contrôle par les Premières Nations = 5%
5. Engagement de financement à long terme = 6%
6. Responsabilité individuelle et éducation financière accrue des membres = 5%

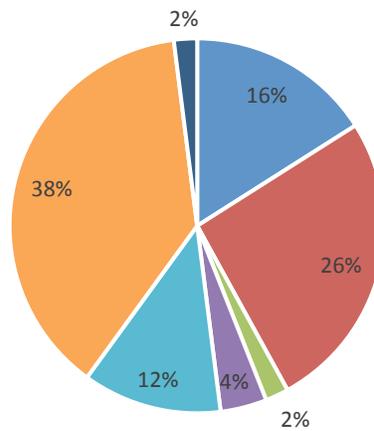
Envisagez un temps bien au-delà des programmes fédéraux actuels de logement social, quelles initiatives pourraient favoriser l'accès au logement et à l'infrastructure dans votre collectivité



Quels autres sources ou moyens de financement pourraient mieux supporter les besoins en logement et en infrastructure des Premières Nations?

1. Nouveaux partenariats et partenariats avec le secteur privé, gouvernements = 38%
2. Accès à plus d'options privées de financement = 26%
3. Accès et engagement au financement à long terme = 16%
4. Revenus de source propre = 12%

QUELS AUTRES SOURCES OU MOYENS DE FINANCEMENT POURRAIENT MIEUX SUPPORTER LES BESOINS EN LOGEMENT ET EN INFRASTRUCTURE DES PREMIÈRES NATIONS?

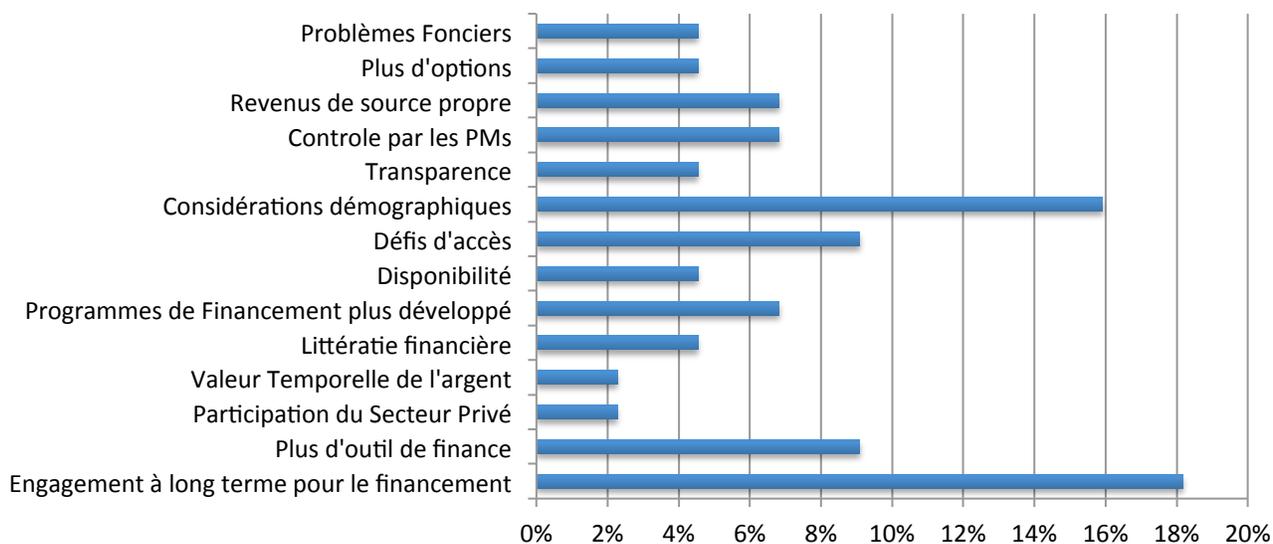


- Engagement à long terme pour le financement
- Plus d'outils de Finance
- Participation du Secteur Privé
- Assurance
- Revenus de source propre
- Partenariats
- Problèmes Fonciers

Quels changements, aux lois, aux politiques et aux programmes, permettraient un meilleur accès au financement pour le logement et l'infrastructure?

1. Les défis liés aux facteurs démographiques, fonciers et sociaux doivent être surmontés = 30%
2. Il faut que les politiques et les programmes changent considérablement = 18%
3. Plus d'options de financement (hypothèques, financement par actions / dette, obligations) avec une flexibilité accrue = 16%
4. Contrôle par les Premières Nations = 7%
5. Génération de revenus de source propre = 7%
6. Transparence dans la prestation des programmes de logement = 5%

Quels changements, aux lois, aux politiques et aux programmes, permettraient un meilleur accès au financement pour le logement et l'infrastructure?



8.3 Recommandations

Il y a un appel à investir massivement dans le logement et l'infrastructure au Québec, ce qui donne accès à de nouveaux outils de financement à long terme et à des options de financement conçues spécifiquement pour les communautés des Premières Nations du Québec. Il y a une indication significative que les collectivités veulent un contrôle sur l'avenir du financement du logement et de l'infrastructure. Le concept de contrôle des Premières Nations démontre des scores élevés dans la plupart des réponses aux questions. Il faut explorer davantage les possibilités de partenariats avec des entreprises du secteur privé et d'autres ordres de gouvernement afin d'accroître les possibilités de logement et d'infrastructure pour les Premières Nations. Enfin, il existe un soutien considérable en faveur d'une formation individuelle accrue en matière d'accession à la propriété et d'une littératie financière afin de permettre aux membres de la communauté de faire partie de la solution financière.

L'allocation et la politique de financement doivent encore être menées par les communautés locales des Premières Nations. Les réponses indiquent qu'il n'y a pas d'appétit pour une institution régionale de négocier des allocations au nom des communautés.

9 Compétences et Capacités

9.1 Aperçu

Les compétences, capacités et connaissances requises sont de nature individuelle, familiale et communautaire. Il y a des compétences et des connaissances requises pour la planification, la pré-mise en œuvre, la conception, la construction, le financement, l'exploitation et l'entretien du logement et de l'infrastructure. La réussite de la livraison du logement n'a pas été ce que nous avions tous espéré; mais maintenant nous avons l'opportunité de diriger le développement de la réforme du logement et de l'infrastructure dans la Région.

QUESTIONS

Voici les questions spécifiques qui ont été conçues par le CRTL et posées aux délégués pour animer la discussion et évoquer le débat:

- Quels sont les enjeux régionaux qui nuisent au renforcement des compétences et de la capacité pour le logement et l'infrastructure?
- Quels sont les domaines de compétences à être développés et priorisés?
- Quels facteurs et outils considérez-vous comme étant nécessaires pour pouvoir gérer un système de logement et d'infrastructure sain et durable?
- Est-ce qu'un organisme de support en développement des capacités local, régional ou national serait bénéfique?

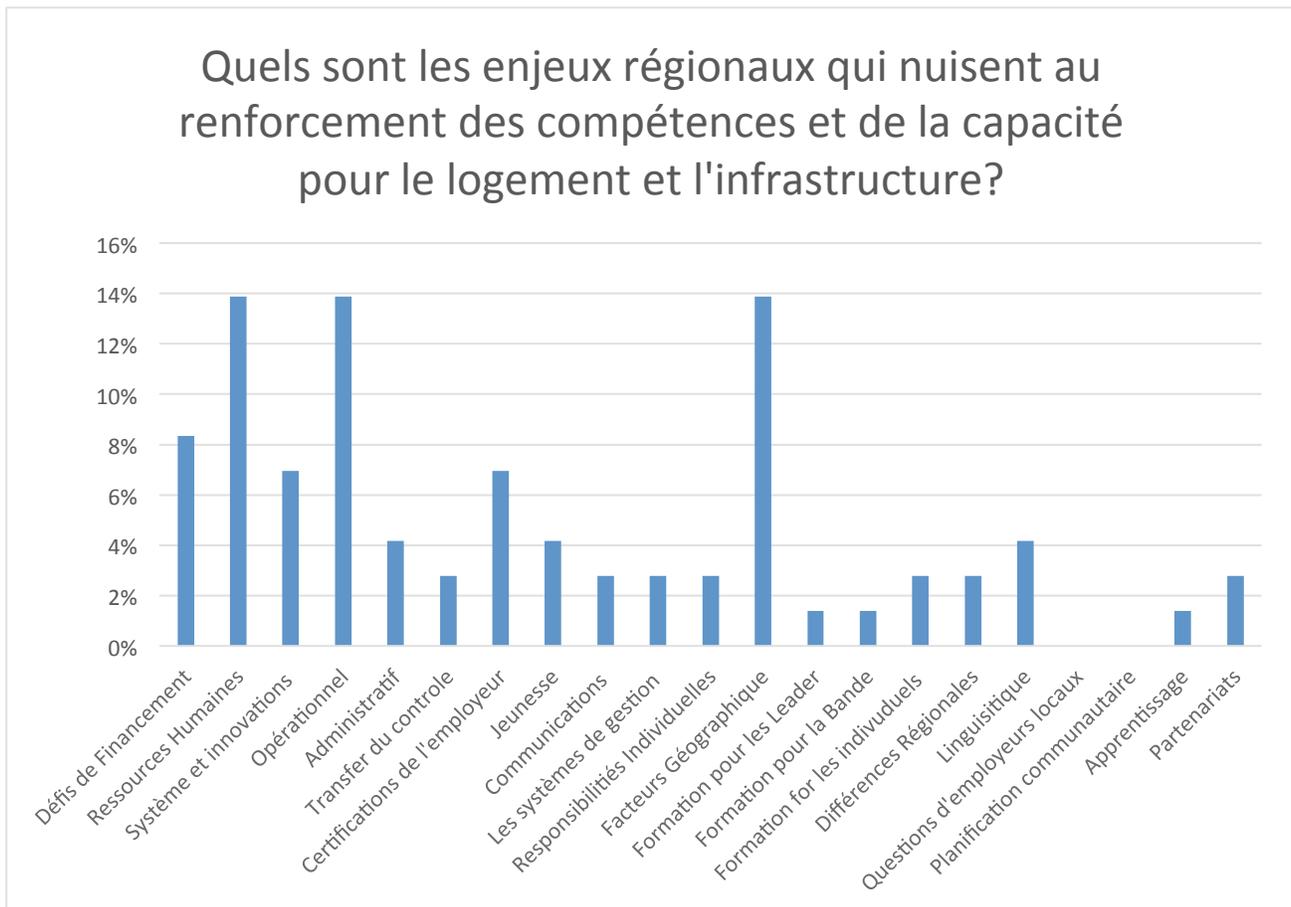
9.2 Résultats

Au cours des ateliers, les thèmes dominants suivants ont émergé:

1. Formation pour le leadership, la haute direction, les propriétaires et les membres.
2. Il y a des défis liés à la langue qui sont perçus comme des obstacles.
3. L'établissement doit être régional (PAS à l'échelle nationale).
4. L'organisation doit avoir la capacité de donner des certifications.
5. Les gestionnaires de logement sont surchargés de tâches.

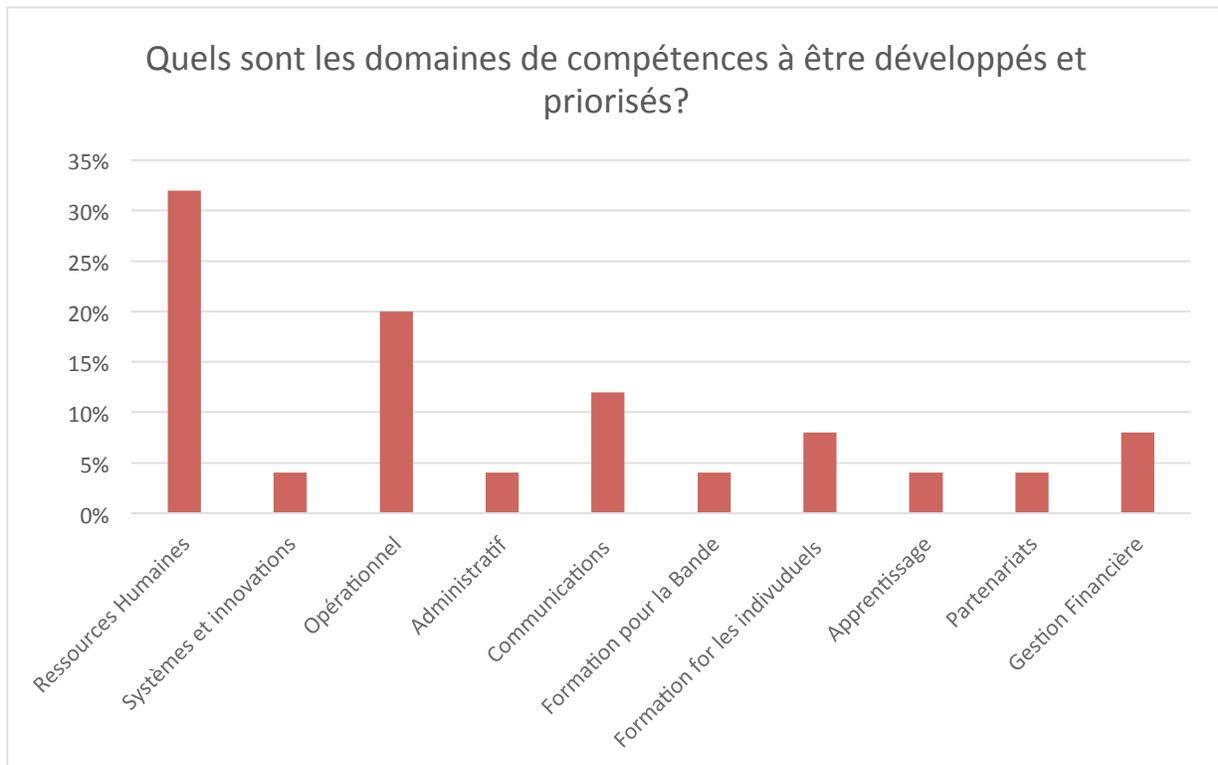
Quels sont les enjeux régionaux qui nuisent au renforcement des compétences et de la capacité pour le logement et l'infrastructure?

1. Facteurs géographiques, d'éloignement et démographiques = 14%
2. Manque de ressources humaines qualifiées pour le logement = 14%
3. Manque d'investissements opérationnels et de maintenance = 14%
4. Manque de financement adéquat = 8%
5. Absence de systèmes de gestion = 7%
6. Problèmes de certification et d'employeur = 7%
7. Responsabilité individuelle et formation = 6%
8. Contrôle des Premières Nations, transparence et communication locale = 6%



Quels sont les domaines de compétences à être développés et priorisés?

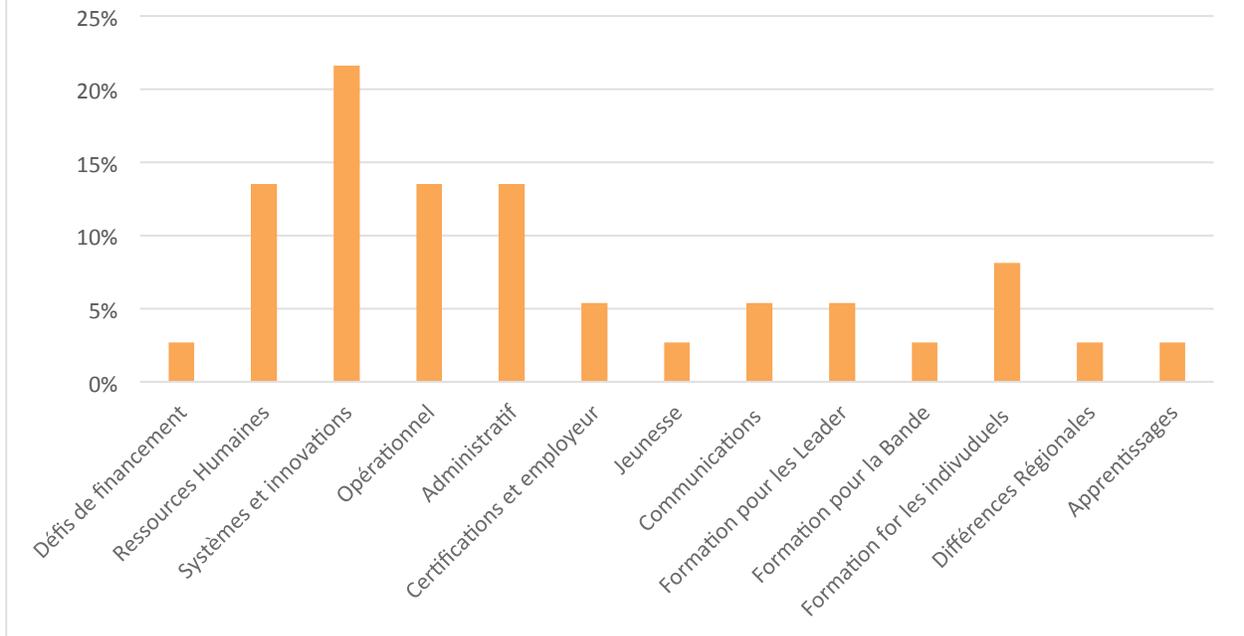
1. Ressources humaines formées à la gestion et à l'exploitation du logement = 32%
2. Une attention particulière sur les opérations et l'entretien des logements = 28%
3. Communications et réseautage = 12%
4. Gestion de la bande, leadership et formation des membres = 12%
5. Développer des partenariats = 5%



Quels facteurs et outils considérez-vous comme étant nécessaires pour pouvoir gérer un système de logement et d'infrastructure sain et durable?

1. Systèmes de gestion pour soutenir les opérations de logement = 22%
2. Ressources humaines = 14%
3. Opération = 14%
4. Administration = 14%
5. Formation pour TOUS les membres de la communauté incluant le leadership, la gestion de la bande et les individus = 16%
6. Formation orientée vers les jeunes et mentorat = 6%
7. Communications et mise en réseau pour s'assurer que tout le monde soit informé des développements de la stratégie en matière de logement et d'infrastructure = 5%

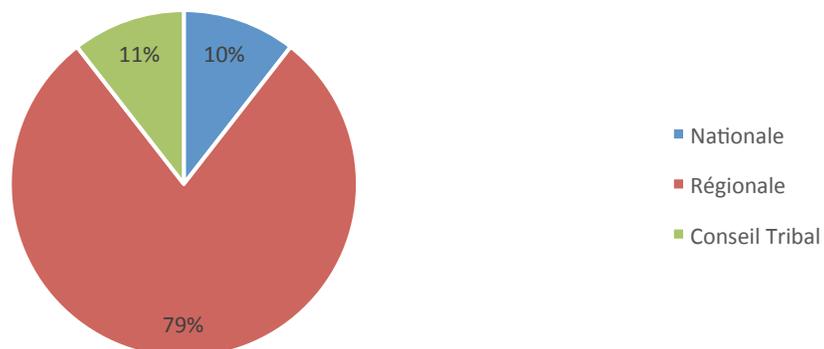
Quels facteurs et outils considérez-vous comme étant nécessaires pour pouvoir gérer un système de logement et d'infrastructure sain et durable?



Est-ce qu'une organisation de support en développement des capacités local, régional ou national serait bénéfique?

1. Institution régionale = 79%
2. Institution du conseil tribal basée au Québec = 11%
3. Institution nationale = 10%

Est-ce qu'une organization de support en développement des capacités local, régional ou national serait bénéfique?



9.3 Recommandations

La véritable histoire est la réponse accablante des délégués qui veulent une institution régionale capable d'offrir des formations sur les compétences et les capacités aux Premières Nations du Québec. L'importance de cette réponse ne peut être sous-estimée, puisque 79% des délégués préfèrent un service de livraison régional. Il existe des différences dans les besoins et les exigences au Québec (Nord et Sud, isolé et urbain), et on s'attend à ce qu'une institution régionale réponde le mieux possible à ces besoins. La formation doit être considérée comme universelle, car elle inclut le domicile individuel, les familles, le leadership communautaire, l'administration de la bande et les gestionnaires du logement et du capital. Par conséquent, nous recommandons fortement qu'une initiative axée sur les compétences et les capacités menée par une institution régionale nouvellement créée soit un objectif prioritaire clé. Nous avons conclu que cette initiative pourrait avoir l'impact immédiat le plus élevé et amorcer un développement institutionnel positif au Québec.

10 Gouvernance et Fourniture

10.1 Aperçu

L'avenir du logement et de l'infrastructure verra les Premières Nations assumer le contrôle de la gouvernance et de la mise en œuvre du logement et de l'infrastructure. La gouvernance renvoie à la manière dont nous nous organisons nous-mêmes; ce sont les processus d'interaction et de prise de décision parmi les Premières Nations qui participent à la résolution des défis qui mèneront à la création de nos propres institutions et structures de responsabilisation.

QUESTIONS

Voici les questions spécifiques qui ont été conçues par le CRTL et posées aux délégués pour animer la discussion et évoquer le débat:

1. Quelles seraient la façon et la structure que les Premières Nations pourraient envisager et privilégier afin de prendre en charge de manière efficace et durable l'habitation et l'infrastructure?
2. Quelles sphères de responsabilité les organismes dirigés par les Premières Nations sont-ils en mesure d'assumer?
3. Quelles sont les étapes nécessaires, à court, à moyen et à long terme, pour assurer une transition efficace vers des organisations dirigées par les Premières Nations qui assureraient la livraison des logements et de l'infrastructure?
4. Quels sont les capacités et les outils nécessaires pour favoriser la transition vers des institutions dirigées par les Premières Nations en matière de logement et infrastructure?

10.2 Résultats

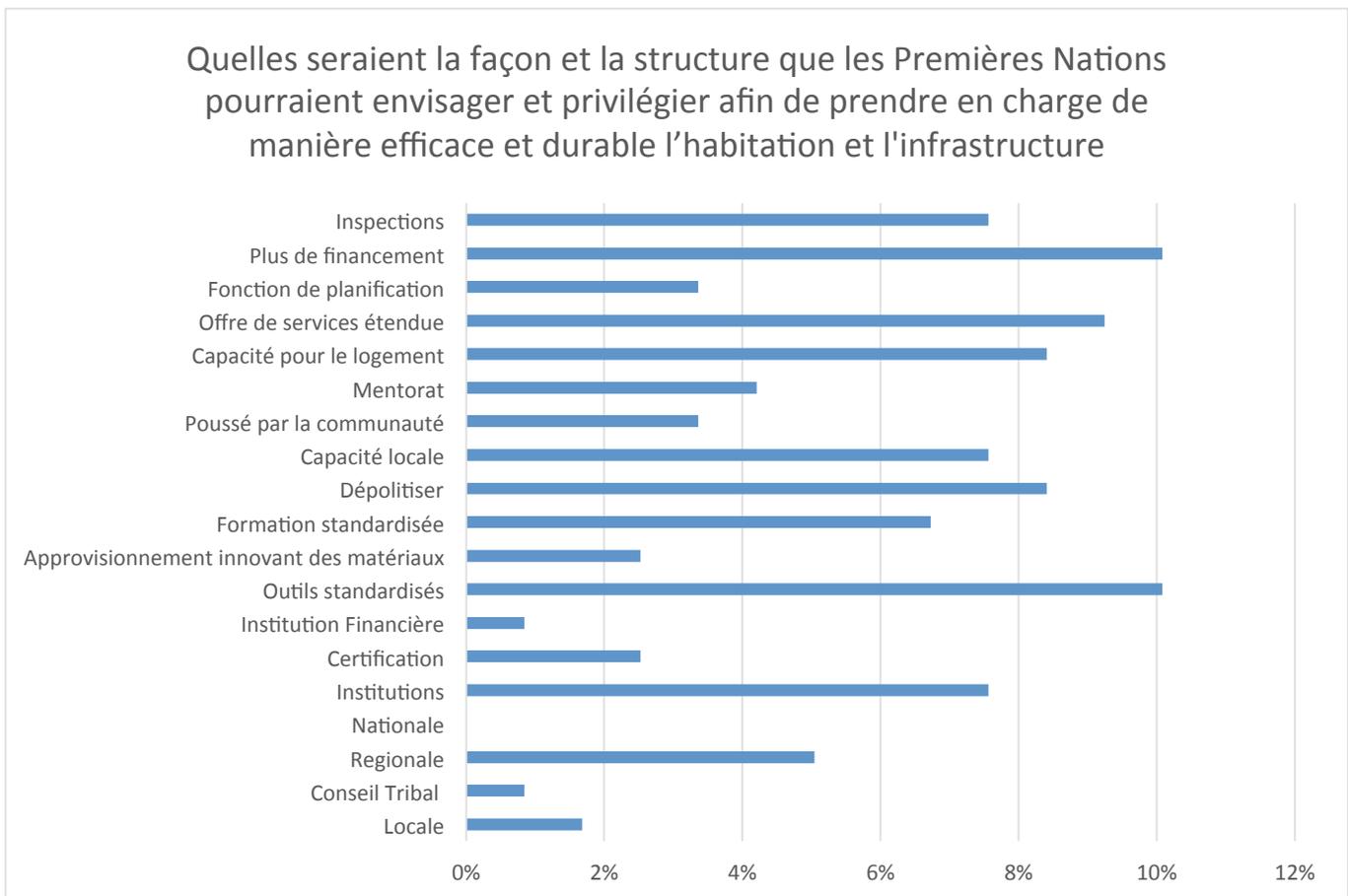
Au cours des ateliers, les thèmes dominants suivants ont émergé:

1. Ne remplacez pas la bureaucratie par plus de bureaucratie
2. Dépolitisation dans l'allocation du logement
3. Collaboration / mise en réseau / partage des ressources / rupture de l'isolation

4. L'allocation est une question épineuse
5. Réticence à aller trop vite dans le processus. Optez pour un processus qui mène à une solution à partir d'un niveau communautaire vers le haut

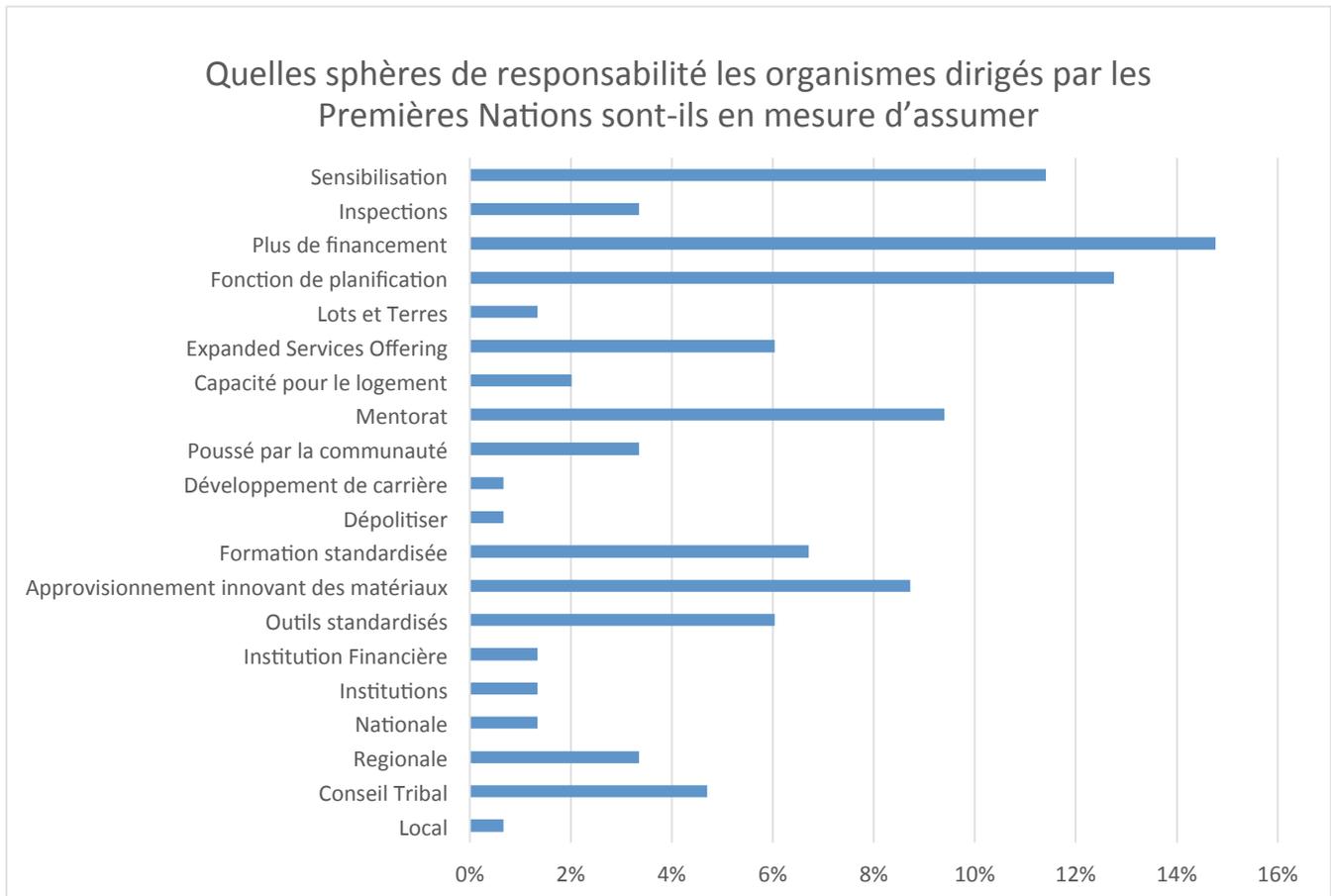
Quelles seraient la façon et la structure que les Premières Nations pourraient envisager et privilégier afin de prendre en charge de manière efficace et durable l'habitation et l'infrastructure?

1. Obtenir plus de financement et de sources de financement = 10%
2. Approches, outils et modèles standardisés = 10%
3. Services élargis dans tous les aspects du logement et de l'infrastructure = 9%
4. Développement et rétention des capacités locales = 8%
5. Accès au logement et capacité d'infrastructure = 8%
6. Développement institutionnel régional = 8%
7. La gestion du logement doit être dépolitisée = 8%
8. Disponibilité de service telle que les inspections, certifications = 8%
9. Mentorat pour soutenir les initiatives de logement communautaire = 6%



Quelles sphères de responsabilité les organismes dirigés par les Premières Nations sont-ils en mesure d'assumer?

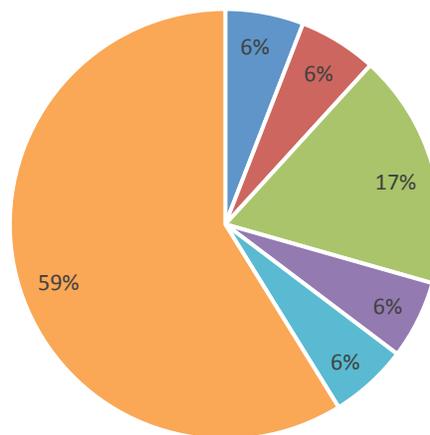
1. Le développement de nouveaux programmes de financement et d'options de financement = 15%
2. Services de planification, de gestion et de soutien financier pour soutenir le développement du logement = 13%
3. Sensibilisation, mise en réseau et communication de toutes les nouvelles politiques et programmes = 11%
4. Mentorat et formation des responsables du logement et de l'infrastructure = 9%
5. Innovations et systèmes = 8%
6. Approches, outils et services standardisés = 7%
7. Formation standardisée et certifiée = 7%
8. Services élargis pour combler les lacunes non disponibles localement 6%



Quelles sont les étapes nécessaires, à court, à moyen et à long terme, pour assurer une transition efficace vers des organisations dirigées par les Premières Nations qui assureraient la livraison des logements et de l'infrastructure?

1. Plus d'options de financement, telles que les prêts hypothécaires, le financement par actions et par emprunt, et les obligations = 60%
2. Formation et ressources locales pour le renforcement des capacités de logement = 24%
3. Toutes les activités doivent être locales et communautaires = 12%

Quelles sont les étapes nécessaires, à court, à moyen et à long terme, pour assurer une transition efficace vers des organisations dirigées par les Premières Nations qui assureraient la livraison des logements et de l'infrastructure?

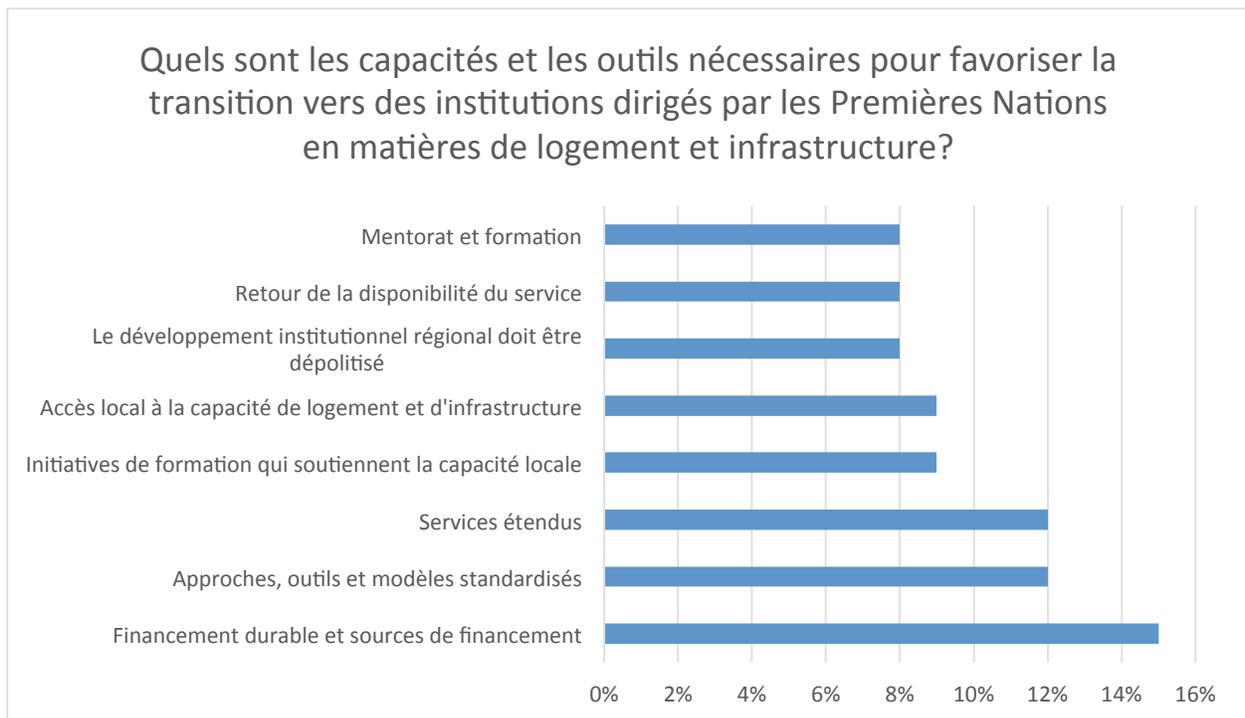


- Locale
- Développement de carrière
- Capacité Locale
- Dirigé par la Communauté
- Capacité de Logement
- Plus de financement

Quels sont les capacités et les outils nécessaires pour favoriser la transition vers des institutions dirigées par les Premières Nations en matière de logement et infrastructure?

1. L'établissement doit avoir un financement et des sources de financement durables = 15%
2. L'institution doit développer et mettre à disposition des approches, des outils et des modèles standardisés = 12%

3. L'établissement doit solliciter les communautés pour identifier les services élargis dans tous les aspects du logement et de l'infrastructure = 12%
4. S'assurer qu'il existe des initiatives de formation qui soutiennent le développement et le maintien des capacités locales = 9%
5. Comblent les lacunes de capacité et fournir un accès local à la capacité de logement et d'infrastructure = 9%
6. Le développement institutionnel régional doit être dépolitisé = 8%
7. Disponibilité de retour de service telle que les inspections, certifications = 8%
8. Mentorat et formation pour préparer des initiatives de logement communautaire = 8%



10.3 Recommandations

Étant donné que la réponse était extrêmement favorable en faveur du développement régional et institutionnel, il apparaît que les délégués ont une idée très claire de l'offre de services qu'ils attendent d'une institution régionale. L'ampleur des réponses devrait être lue comme le menu des options que l'organisation régionale fournirait. Le principal catalyseur sera un engagement pour le financement à long terme de l'administration et des opérations des institutions régionales, sous-régionales et locales. Cependant, il ne faut pas oublier que les délégués ne veulent pas remplacer une bureaucratie par une autre. Par conséquent, une attention particulière doit être accordée à la planification initiale du système de prestation institutionnel.

11 Innovation

Le troisième jour de l'évènement a vu une série d'activités animées par M. King Ruel. Afin de saisir les réponses et les données résultant de ces sessions, nous avons noté les réponses par rapport à la notation similaire des autres données recueillies dans le cadre du financement et des finances, des compétences et des capacités et de la gouvernance.

Les discussions sur l'innovation ont porté sur ce que les gens envisagent de voir dans le futur pour le logement. Les réponses ont été variées mais les réponses clés suivantes sont le résultat des exercices d'innovation:

- Il doit y avoir une nouvelle concentration sur l'augmentation des responsabilités individuelles et la participation des membres dans la prise en charge et le contrôle du logement
- Plus d'options de financement pour accéder et acquérir des logements tels que des obligations, des fonds de crédit renouvelable, des fonds propres et des emprunts, etc.
- Considérations démographiques dans la création de logements appropriés pour correspondre au style de vie des personnes vivant dans les maisons.
- Une augmentation importante et un engagement à l'égard du financement à long terme pour appuyer la revitalisation du logement des Premières Nations au Québec et au Labrador
- Mentorat et possibilités pour les jeunes et tous les membres de participer activement au développement de nouveaux logements et à la construction, l'exploitation et l'administration de ces nouveaux atouts communautaires.

12 Prochaines Étapes Stratégique

Les membres des Premières nations s'attendent maintenant de plus en plus à ce que le logement et l'infrastructure soient grandement améliorés dans les collectivités. Les prochaines étapes stratégiques sont basées sur les données recueillies au Forum, qui suggèrent qu'elles se sentent plus à l'aise pour considérer le développement des compétences et des capacités comme le premier ordre du jour, suivi du développement de projets multicommunautaires de grande envergure utilisant des outils de financement modernes.

Priorités	Activités	Chronologie
Haute Priorité	Commencer la création administrative d'une institution régionale centrée sur les compétences et les capacités	2018
Haute Priorité	Développer une série d'initiatives de formation aux compétences et aux capacités qui peuvent être coordonnées par l'institution régionale.	2018
Priorité Intermédiaire	Identifier les communautés qui seraient prêtes à prendre part à un projet de développement de logements communautaires à grande échelle en utilisant les outils modernes de financement et de développement des infrastructures.	2019
Priorité Intermédiaire	Mettre en œuvre un nouveau projet de financement multicommunautaire.	2019

13 Annex 1: Participants

Logement 26-28 septembre 2017 – Delta Trois-Rivières			
	Participants (chefs/délégués en gras)	Communauté	
1.	ABDRABOU, Bassem	Listuguj	
2.	AMBROISE-ROCK, Thérèse	Mamit Innuat	
3.	ATCHYNIA, Ruby	Whapmagoostui	
4.	BASILE, Adeline	Ekuanitshit	
5.	BÉGIN, Claudia	Manawan	
6.	BÉLANGER, Jean-Guy	Lac Simon	
7.	BELLEFLEUR, Norman Jr., délégué	Unamen Shipu (remplace Bryan Mark)	
8.	BELLEFLEUR, Penashue	Mamit Innuat	
9.	BELLEFLEUR, Randy	Unamen Shipu	
10.	BELLEFLEUR, Stéphanie	Pakua Shipu	
11.	BOUCHARD, Johanne	Essipit	
12.	BOUCHARD, Serge	Conseil tribal Mamuitun	
13.	BOUDREAU, Stéphane	Conseil nation atikamekw	
14.	BRAZEAU, Émilie	Kitcisakik	
15.	BRUNEAU, Martine	Abitibiwinni	
16.	CALDWELL, Charmaine	Akwesasne	
17.	CANATONQUIN, John, chef	Kanesatake	
18.	CAYER, Robin	Kitigan Zibi Anishinabeg	
19.	CHEVRIER, Darlene	Algonquin Nation Tribal Council	
20.	CONDO, Maxime Jr.	Gesgapegiag	
21.	COX, Violet	Chisasibi	
22.	CRÉPEAU, Renée	Pessamit	
23.	DIAMOND, Maxime	Waban-Aki	
24.	DUCHESNE, Mario	Opitciwan	
25.	FERLAND, Andréanne	IDDPNQL	
26.	FLAMAND, Brad	CDRHPNQ	
27.	FLAMAND, Jean-Marc	Manawan	
28.	FOURNIER, Benjamin	Conseil de la Nation atikamekw	
29.	GABRIEL, Edward	Kanesatake	

Logement 26-28 septembre 2017 - Delta Trois-Rivières			
	Participants (chefs/délégués en gras)	Communauté	
30.	GABRIEL, Patricia	Kanesatake	
31.	GILPIN, Éric	Cree Nation Government	
32.	GOSSELIN, Rose-Anne	CDRHPNQ	
33.	GRÉGOIRE, Antoine, conseiller	Uashat	
34.	GUANISH, Michelle	Kawawachikamach	
35.	HAYMOND, Lance – chef	Kebaowek	
36.	HELOU, Rola	Conseil scolaire des Premières Nations	
37.	ISHPATAO, Francis - vice-chef	Nutashkuan	
38.	JACOBS, Iris	Kahnawake	
39.	JEANNOTTE, MANON, cheffe	Gespeg	
40.	JÉROME, Adrienne, cheffe	Lac Simon	
41.	JOURDAIN, Jean-Marie	Uashat mak Mani-Utenam	
42.	KISTABISH, Bruno, délégué	Pikogan	
43.	LALO, Nicole	Pakua Shipu	
44.	LEBORGNE, Martin	Kahnawake	
45.	LEBUIS, Véronique	Conseil scolaire des Premières Nations	
46.	MALEC, Debbie	Nutashkuan	
47.	MCKENZIE, Réal	Ekuanitshit	
48.	MCKENZIE, Tanya	Kebaowek	
49.	METALLIC, Sky, délégué	Listuguj	
50.	MITCHELL, Jody	Listuguj	
51.	MULLEN, Sylvestre	Unamen Shipu	
52.	NOLETT, Daniel	Odanak	
53.	PAQUETTE, Robert	Gespeg	
54.	PATTON, Bobby, chief	Kahnawake	
55.	PERRIER, Terry R.	Kebaowek	
56.	PETIQUAY, Danielle	Conseil de la Nation atikamekw	
57.	PETIQUAY, Jean-Pierre, délégué	Wemotaci	
58.	PETIQUAY, Stéphanie	Wemotaci	
59.	PIEN, Marie-Louise	Matimekush Lac John	
60.	PIEN, Vanessa	Kawawachikamach	
61.	PIÉTACHO, Jean-Charles – chef	Ekuanitshit	

Logement 26-28 septembre 2017 - Delta Trois-Rivières			
	Participants (chefs/délégués en gras)	Communauté	
62.	POLSON, Diana, vice-chef	Long Point	
63.	POLSON, Inimiki W.	Abitibiwinni	
64.	POLSON, Verna – grande cheffe	Algonquin Anishinabe Tribal Council	
65.	RIVERIN, Jean-Noël, délégué	Pessamit	
66.	ROBERTSON, Patrick	Mashteuiatsh	
67.	ROCK, Carmen	Uashat mak Mani-Utenam	
68.	ROSS, Michael	IDDPNQL	
69.	STEWART, Clayton	Chisasibi	
70.	TREMBLAY, Éric	Mashteuiatsh	
71.	TWENISH, Darhlene, conseillère	Kitigan Zibi Anishinabeg	
72.	VACHON, Barbara	Matimekush Lac John	
73.	VINCENT, Jean-Philippe	Wendake	
74.	VOLLANT, Jean-Marc	Pessamit	
75.	VOLLANT, Jeanne-d'arc	Matimekush	
76.	WAPACHEE, Norman	Nemaska	
77.	WYNNE, Brian	Whapmagoostui	

Gouvernement – SCHL – APN et autres

78.	Collin, Dominique	Waterstone Strategy - présentateur	
79.	Cote, Tammy (compte maître)	APN	
80.	Dansereau, André	AANC	
81.	Deconti, Brian	DNH Consultant	
82.	King-Ruel, David	Matière brute	
83.	Klyne, Vince	SCHL	
84.	Labrador, Bruce	AANC	
85.	Lacasse, Patrice	CSSSPNQL	
86.	Lachance, François	SCHL	
87.	Leblanc, Irving	APN	
88.	Légaré, Martin	SÉDAC	
89.	Loiselle, Serge	Mamit Innuat	
90.	Paradis, Josée-Ann	AANC	
91.	Rioux, Patricia	AANC	

92.	Rivard, Pascal	SHQ	
93.	Samuel, Jean-François	SCHL	
94.	Vincent, Jean	SÉDAC	

AFNQL Personnel

95.	Belleau, Marie-Josée	APNQL	
96.	Harvey, Charlène	APNQL	
97.	Latouche, Guy	APNQL	
98.	Picard, Claude	APNQL	
99.	Picard, Ghislain	APNQL	
100.	Tremblay, Annick	Réseau Jeunesse (APNQL)	

14 Annex 2: Données Brutes

14.1 Financement et Gestion Financière

1- Quels sont les obstacles actuels au développement d'un parc de logements dans votre collectivité?

L'argent et l'espace. Connaissance du mécanisme. Access au financement. L'absence de garanti ministérielle. Instrument foncier. Collecte des loyers. La sante financières de la communauté. Misère a expliquer la langue, est ce qu'ils on bien compris ce que l'on explique? (Barrière linguistique). Loi sur les indiens. Mise a jour de nos politiques (au 2 ans peut être). La mise en application de ces politiques. La seine gestion des politiques. Respect des budgets. Discipline de gestion. Les idées sont bonnes mais c'est la manière que l'on les applique. Les outils de gestion (la collecte de loyers, etc.). Capacité locale de gérer. Taux d'intérêts accessible. Programme créer qui est mur a mur au Canada (rigidité des programmes). Qualité et disponibilité des lots aux réserves. Agrandissements des communautés est long (si pas assez d'espaces pour les lots). Écart entre demande et offre. Démographie des communautés. Capacités financières des gens. Diversité des programmes. Les primes d'assurance (réponse on pourrait se créer un fonds d'assurance pour tout les communauté).

L'argent et l'espace

Connaissance des mécanismes.

Le fait d'être en milieu urbain

Accès au financement

Lots et infrastructure

GEM, absence et obligation d'en avoir

Loyer impayé

Instruments fonciers

Réserves de remplacement non pourvues, impact de couper le financement

Santé financière d'une communauté

Expliquer dans la langue autochtone, ont-ils bien compris? Barriere linguistique

La loi sur les indiens, insaisissable

Primes d'assurance trop élevé

Politiques d'habitation désuètes

Les politiques d'AANC ne sont pas mise à jour

Mise en application des politiques dans les communautés

La saine gestion n'est pas là, ne pas prendre les fonds de l'habitation et les diriger ailleurs.

Les outils de gestion pour suivre la collecte ne sont pas là

Financement à un taux d'intérêt trop élevé
Rigidité des programmes
Qualité et disponibilité des lots
Agrandissement des réserves, processus long et petites communautés
Budget donné très tard dans l'année. Art 95
Écart entre la demande et l'offre
Démographie des communautés, beaucoup de jeunes.
Capacité financière des gens à respecter les obligations
Manque de programmes
Diversité des programmes

- L'argent
- L'espace
- Connaissance des mécanismes
- Milieu urbain
- Accès au financement
- Développement des lots et infrastructures
- Obligation d'obtenir les GEM
- Loyer non payés (dettes du conseil envers lui-même)
- ??? Fonciers
- Non-respect du financement des RR peut avoir un impact négatif sur le financement provenant de la SCHL
- Barrière linguistique
- Loi sur les indiens (insaisissable)
- Politique en habitation non mis à jour
- Mise en application des politiques est difficile
- Saine gestion de l'habitation (gestion actuelle de l'habitation est déficiente)
- Volonté des différentes directions à appliquer les politiques
- Capacité locales à gérer
- Produits financiers non adapté aux autochtones
- Rigidité des programmes existants (uniformité à travers le Canada)
- Difficulté à viabiliser certains lots (couteux) lock ferreux
- Allocation des budgets arrive tard dans l'année
- Population jeune
- Budget trop bas vs les besoins
- Développement économique pas avancé dans certaines communautés, donc capacité financière difficile des emprunteurs
- Diversité des programmes (ne pas avoir seulement le logement social)
- Coûts des assurances

Manque de politique d'habitation et de politique de gestion des terres.

Manque de capital accessible

La loi sur les Indiens et l'insaisissabilité sur réserve

Éducation et sensibilisation à faire pour les membres au niveau de l'habitation
Politique d'habitation doit être mise à niveau pour refléter les nouveaux enjeux
Absence de propriété privée
Résistance au changement de la part des communautés
Difficulté d'aller chercher le financement nécessaire à notre développement
Non indexation des fonds dans le temps. Ex : Viabiliser un lot coûte beaucoup plus cher aujourd'hui
La petitesse de notre territoire. Un enjeu majeur pour notre développement
La fin des conventions de l'art 95 et la fin des subventions pour ces maisons
Pas vraiment de valeur marchande pour les maisons
Difficulté d'assurer une continuité de nos projets parce que l'administration change aux 3 ans
Difficulté de développer réellement un marché de l'habitation
L'éloignement de notre communauté et les coûts supplémentaires associés à cela
(Le financement ne tient pas compte de cette réalité)
Les coûts du développement de lots
La difficulté de garder un équilibre sain (privé et autres)
Grands besoins de rénovation
Incapacité de répondre à la demande (trop de gens sur les listes d'attente)
Peu d'alternatives possibles pour réduire la liste d'attente
Difficulté d'appliquer les résolutions du conseil (change d'idée selon les circonstances)
Résistance à l'innovation de la part des membres et au niveau politique
Mauvaise planification des projets de construction à cause de délais administratifs occasionnant des coûts et des mauvaises décisions.
Budgets annoncés sont réduits à cause des intermédiaires jusqu'à qu'ils se rendent aux communautés
Paiement de loyers sont rendus trop élevés en région éloignée pour l'art 95
Il faut adapter les différents programmes pour considérer les réalités financières des régions éloignées.
Malgré notre bon travail, on a souvent l'impression de piétiner et de faire du surplace.
Les gens veulent tout avoir gratuit et ne comprennent pas les enjeux
Comme le taux de collecte est bas, on ne peut pas entretenir le parc de logement correctement sans utiliser de l'argent qui pourrait être dédié à autre chose dans la communauté.
Difficulté d'avoir suffisamment d'argent pour développer les lots où on pourrait faire de la propriété privée.
Très long processus pour de l'ajout de terres (des années)
Problématiques au niveau des coûts pour les terres où on est confiné (glaise, nappe phréatique haute, etc)
Les formules de financement n'ont pas été revues depuis longtemps

Manque de financement adéquat pour adapter les logements aux réalités d'une population vieillissante et handicapée

C'est bien la discussion mais il faut agir.

- Don't have MLGs. Biggest road block in her community. Absence of this mechanism.
- No Economic development in the community.
- Everything is essentially done (decision making) through the Band council.
- Depoliticizing of housing.

2- En plus des programmes fédéraux actuels de logement social, quelles initiatives pourraient favoriser l'accès au logement dans votre collectivité?

Choix des constructeurs, faire un catalogue de plans avec des prix prédéterminé. Entente tripartite (conseil, client, banque) avec des banques. Réduire coûts de construction en utilisant des constructions régité. Achat regroupé. Coopérative ou les gens vont se responsabiliser. Les gens dans les communauté qui ont de l'argent comme promoteur. Programme de maison modeste (avec mise de fonds de 1%) fait avec programme d'accès de propriété (prix choisi par la communauté).

Option : Location avec option d'achat. Avec leur mensualité, ils vont ajouter argent à chaque mois qui va convertir en mise de fonds.

Obtenir des soumissions de constructeurs et rendre disponible afin de prendre la décision plus facile. Catalogue de plan avec coût estimatif

Ententes tripartites conseil, client et banque pour du financement

Achat regroupés

Faire des coop en habitation : responsabilisation

Soutien des promoteurs qui développent du logement, genre locatif investisseurs. Ex. prêt sans intérêt.

Créer des programmes en demandant une mise de fonds de 1% par exemple pour favoriser le développement.

Créer un fonds d'investissement avec les sommes remboursés par les membres qui détiennent des prêts.

Location avec option d'achat pour financer la mise de fonds. Ex ajouter 50\$ par mois pour être capable de mettre le cash dans 5 ans

Sédac, trouver des solutions pour réduire le taux d'intérêt jugé trop élevé. Réponse de Sédac : S'unir en force et en groupe pour diminuer les frais d'intérêt aux emprunteurs.

- Catalogue de modèle de maison pour permettre de magasiner
- Entente tripartite (Conseil, Client, Banque)

- Réduire coûts de construction – construction en régie – achat regroupé
- Coopérative en habitation, responsabilisation des locataires
- Soutien au promoteur autochtone qui veut créer du logement
- Création d'un programme (fonds d'habitation) "maison modeste" avec seulement 1% de mise de fonds – communauté donne 24 000\$ et le prêt avec institution financière avec GEM
- Afin de favoriser l'accès à la propriété : Location avec option d'achat afin de permettre d'amasser sa mise de fonds d'ici 3-4 ou 5 ans
- Economic development is one solution.
- Creation of center(s) of expertise and/or of excellence.
- A training center.

3- Quels autres sources ou moyens de financement pourraient mieux supporter les besoins en logement et en infrastructure des premières nations ?

Offrir à la Sédac la possibilité de titriser ses prêts ou les considérer comme un prêteur agréé

Créer un fonds d'assurance, s'auto-assurer comme le RBA

Défiscaliser l'épargne sur réserve, offrir des incitatifs même des non-autochtones. On devrait s'auto-assurer.

- Regroupement pour diminuer les coûts d'assurance
- Défisicalisé l'épargne personnelle – formule incitative de crédit d'impôt
- Partnership in and off reserve.
- Multi-community partnership.
- Own source revenue (fisheries, business opportunities)
- Redevances sur ressources naturelles.
- Create FN and/or individual own loans system and mechanisms.
- Impact benefit agreements.
- Fonds prêtés entre individus.

4- Quels changements, aux lois, aux politiques et aux programmes, permettraient un meilleur accès au financement pour le logement et l'infrastructure ?

Le statut des terres. Modifier la loi des Indiens – comment garder nos droits ancestraux? Les gens vont en ville parce qu'ils sont forcés. Application plus flexible – aide nous à s'organiser localement. Allocation familiale qui vient du Québec. Réévaluer la façon dont le 500M est dépensé. Entente avec la province pour avoir fonds spéciaux pour l'habitation. Crédit d'impôts remboursable (précédents appliqué au niveau de l'habitation. Reforme de programmes liées avec ce qui se passe actuellement – il faut absolument que les programmes permettent à l'ensemble des bandes ...

Financement optimisé : construire en main d'œuvre locale. Pour faire confiance à la main d'œuvre autochtone, il faut donner de la formation aux autochtones (CEGEP, etc.) pour que les gens aient confiance en eux-mêmes et que les gens ont confiance en eux. Les formations doivent être reconnues par la province. Discussion au niveau politique pour que les équivalents soient reconnus. Menuiser qui ont des heures non-reconnues par la province. Obligation de diplôme est un problème.

Loi sur les indiens à ajuster

Le statut des terres ne permettent pas d'emprunter

Les instruments financiers doivent être changés

Modifier le statut de la loi pour enlever le caractère infantile de la loi sans perdre les droits ancestraux, article 35

Amener de la flexibilité entre les lois prov et féd

Considérer les P.N comme des municipalités pour obtenir les avantages

Prenons les modèles des allocations familiales pour transférer des pouvoirs aux provinces plutôt qu'au fédéral.

Créer un fonds à partir des redevances qui ne seraient pas versées à la province.

Amendement aux lois pour les entreprises qui se situent sur le territoire ancestral et ne pas charger aux communautés de frais, exemple : eau, ordures, mines

Revoir l'application des programmes d'impôts pour les autochtones qui se font dire qu'ils ne paient pas d'impôt.

- La gestion des terres (statut des terres – instruments fonciers)
 - Modifier la loi sur les indiens – comment le faire tout en conservant les droits ancestraux (discours Nation à Nation)
 - Flexibilité des lois provinciales et municipales afin d'avoir accès à certains services qui sont réservés aux gens hors réserve (Allocations familiales, entente avec la police par exemple)
 - Diminuer frais administration
 - Créer nos propres services (ex gravière) pour exploiter nos propres ressources, mais certaines municipalités nous en empêche
 - Créer un fonds sur l'habitation
 - Modifier certaines lois afin que les Entreprises situées sur le territoire, ne nous facture pas pour leur service
 - Souvent les crédits d'impôts en rénovation sont des crédits d'impôts non remboursables. Comme les gens sur réserve ne paie pas d'impôt, ces crédits ne servent à rien, donc modifier ces crédits pour qu'ils deviennent des crédits d'impôts remboursables.
-
- More flexibility to access funding.
 - Selling lots for profit to be reinvested in to the capital and housing budget.
 - Flexibility in the budget management (ways, targeted assets, objectives).
 - Flexibility in the funding arrangement.
 - Partnership insured by security of investments.
 - Sense of ownership to send a positive message to others. Social aspect of homeownership.
 - Growth of housing stock to create a market.

- Transparencies between funding partners (changes, exchanges, policies, program requirements, options).
- More flexibility in the programs in case of changes occurred during the year (financial) ex.: fonds reports/non utilisés au 31 mars.
- Inspections delays is a road block.
- Credit reference checks process or methods for credit access.
- Mass building could be feasible but access to funds to do the project is a challenge.
- Live changing integrated approaches and mechanisms for housing projects (ex. Hotels East-Vancouver).
- Inviting external (private) firms to build, rent and managing (O&M) housing in the community.
- Rent to own.
- Social housing unit built with own option at the end.
- Collective access to funds with assets comme garantie.
- Training programs (construction, carpentry) for the future owner with partners and sponsors for low incomes families. "Habitat for Humanity" model.
- Recognition of individual possibilities and capacities.
- Forestry deals and partnership with the industry to access lumbers and raw products. Sawmill independency.
- Ability to provide sponsors with "reçus pour dons de charité".
- Shared services, capacities, facilities, access, human resources, external partnerships between communities.
- Social responsibilities among partners and sponsors.

Question additionnelle- Comment le financement pourrait-il être optimisé (auprès de la collectivité, du gouvernement fédéral, des provinces, des territoires et d'autres sources) ?

Construire en main d'œuvre locale

Se servir des subventions à titre de levier.

La main d'œuvre doit être mieux formée, meilleure compétence. Exemple partir une Cie de construction

Il faut que les formations données soient reconnues par la province, ex cartes de construction, CCQ : les heures travaillées ne sont pas reconnues auprès de la CCQ. Favorise de travailler hors réserve.

Pour quoi les faire reconnaître? (Question seulement)

Avoir des équivalences.

- Construire en main-d'œuvre local – voir à ce que la main-d'œuvre soit formée
- Voir à ce que les formations soient reconnue par la province (ex. : CCQ)
- Reconnaître les équivalences
- Attracting investors to the community.
- Innovative new and clean technologies (ex. solar panels, wind mills).

- Employment training with the companies and service providers within the projects delivery.

English group

What are the current roadblocks preventing housing stock development

- Lack of funding
- Land titles prevent us from going to financial institutions
- Credit scores of our memberships are not as good as they should be
- Lack of human resources to handle the complexities of managing an entire housing system on reserve
- Need to separate housing and politics (chiefs will not evict) Note – Kahnawake has a trustee system with members of the community that take possession of the home
- The programs are not flexible enough. For instance, young couples need to work for three years before they can access financing
- Akwasasne – problem is lot servicing because people cannot access the loan until they service the lot (\$30 000)
- Board of trustees model
- Funding is an issue – the government funding is structured around using our land, and we get a drop in the bucket. If we were properly compensated we would have the resources we need.

Does the concept of having people go into debt worry the First Nation institutions?

- We're here to help our members. The bands try to service the lots and give subsidies, but it is necessary to make choices – you can't help everyone.

Do you see a need for private housing

- Listiguj – only 10 percent (max) would be able to access homeownership. Kahnawake recommended starting with smaller revolving loans.
- Akwasasni – have only 10 percent band owned. Want to move toward social housing. Currently only INAC and CMHC finance social.
- Cree – social housing is saturated. New problems include land tenure. Working on the housing file currently – being prioritized (members have purchased a pre-fabricated home system).

FNHMF – Who is looking at it

- Akwasasne – uses it
- Cree – looking into it
- Kahnawake – taking advantage of the capacity development funding

Lance Haymond said rent is critical – Do you agree?

- Eviction is not used as first option

- Kahnawake – use case workers. Combines social with housing. But, people will always eventually go to Chief and Council so we do need to work with them
- Solutions from Akwasasne – holding back services if there are arrears. – comment – need to watch human rights aspect with eviction.
- Carmen – send out statements each month
- Tammy - Need to give people notice before eviction – awareness for band members.
- Brian Changes in chief and council slow progress. Better to engage with grass roots – they will hold any chief and council accountable.

ABSCAN – would that work in your community

- Kitigan Zibi already has revolving loan funds. Cost of construction is going up continually
- Tammy - Would rather invest in the community and create the fund within the community.
- Brian - Combine 9 communities (regional approach) would amass a larger amount of capital.
- Kahnawake – Caisse populaire and the Kahnawake Revolving Loan Fund

Barriers

- Infrastructure – uneven terrain (big rock). This causes many financing difficulties. Funding sources from INAC do not cover everything. Prohibitively expensive. Need to blast – comment - environmental issues? Planning ahead would help. Have to combine infrastructure funding with housing funding to cover the difference.
- Listiguj - Is infrastructure the homeowner's or band's responsibility?

Question – the current INAC and CMHC allocations make us compete for all of the funds (shovel ready). How do we move to a new allocation model?

- Worried about having the same issues – money could be absorbed in the bureaucracy.
- Comment – CMHC has a long history of transferring funding management to provinces and territories. There is precedent to do this.

Revolving loan fund

- Kahnawake started in 1977, Peak period was 35 homes per year. The fund makes money and is now invested in social programs including Section 95 equity. Housing gets involved with case management.
- Idea – Brian - Maybe decide to have a fund and then give the management of the fund to a 3rd party.

Barriers

- Lot development
- Upgrading infrastructure is hugely expensive. Needs to be taken care of before we can address housing. No infrastructure no homes

What about members living off the reserve?

- Akwasasne - We should be helping them but we don't.

- Idea – Could you consider buying off reserve homes for your members? (Lots of yeses from the participants)

Advocate for regional approach vs national because of regional specific context

14.2 Compétences et Capacités

Les compétences, les capacités et les connaissances sont par nature individuelles, familiales et communautaires. En ce qui concerne le logement et les infrastructures, des compétences et des connaissances sont nécessaires en matière de planification, de prémission en œuvre, de conception, de construction, de financement, de fonctionnement, d'exploitation et d'entretien.

Le succès de la livraison de logement n'a pas été ce que nous avons tous espéré; mais maintenant, nous avons l'opportunité de diriger le développement de la réforme du logement et de l'infrastructure dans la Région.

1- Quels sont les enjeux régionaux qui nuisent au renforcement des compétences et de la capacité pour le logement et l'infrastructure?

Les budgets, la hauteur des budgets

Éloignement

Peu de ressources dans les communautés. Leur disponibilité.

L'envoi de la correspondance, info ne circule pas bien.

Main d'œuvre affectée par des industries qui paient peuvent payer mieux que les P.N.

La motivation et la persévérance des jeunes.

L'enjeu des budgets, l'éloignement, peu de ressources (disponibilités des ressources, mains d'œuvre, cercle vicieux), correspondance envoyé au chefs. Capacité de payer les ressources. La motivation et persévérance des jeunes.

Peu de gens ont la réelle formation complète pour pouvoir former la relève adéquatement

Il manque de main d'œuvre scolarisée dans les communautés parfois

La connaissance technique est là souvent mais les travailleurs manquent parfois au niveau théorique ce qui leur nuit pour aller chercher leur qualification.

L'obligation de quitter la communauté pour suivre des formations. Peut-on faire cela sur place

Manque de connaissance des types de formation offerts. Par exemple par la SCHL ou autres

Méconnaissance au point de vue politique ou administratif de nos enjeux en habitation et de la nécessité pour nous d'être formés de manière régulière.

- Budget
 - Éloignement
 - Manque de ressources disponibles (on a besoin de nos ressources, donc on peut hésiter de les envoyer se faire former car on en a besoin dans les communautés)
 - Manque de main d'œuvre (plus payant d'aller travailler ailleurs parfois que de travailler dans la communauté, ex. : les mines)
 - La motivation de la main-d'œuvre
 - Conserver notre main-d'œuvre (enjeux de la CCQ par exemple, reconnaissance des heures de travail)
-
- Adaptation to reality and provincial legislation of FN.
 - CCQ certification in FNs within Quebec region (Acquiring certification, migration of certified workers to projects where pay the CCQ salaries).
 - Recognition of hours to fulfil the requirement for CCQ card.
 - Partnership with contractor with their RBQ in order to support FN acquire the hours for various certification such as the CCQ card (ex. companion).
 - Language barrier within Quebec province (French mandatory).

2- Quels sont les domaines de compétences à être développés et priorisés ?

La gestion au niveau de l'habitation.

Reconnaissance des heures de travail sur réserve pour les

Gestion de projet et aspects légaux de la construction.

Reconnaissances des heures CCQ. Ne pourrait-on pas augmenter les loyers pour augmenter le taux horaire.

La gestion au niveau de l'habitation, la gestion de projets, aspect légaux.

Améliorer la communication avec les autres communautés et partager nos bonnes pratiques

Former les gens dans les métiers de la construction et les aider à aller chercher leurs cartes de compétences pour qu'ils puissent travailler sur et hors réserve

Formation sur les enjeux financiers de l'habitation

L'AEC en gestion de l'habitation est utile

- La gestion des ressources humaines et financières
- Les domaines techniques spécialisés (plombier, électricien, ventilation, ...)
- La gestion de projets
- Les aspects légaux de la construction

- Training in various sectors to be able to manage the housing stock (carpentry, plumbing, etc.).
- Communication with people (Band council, tenants).
- Project management training.

3- Quels facteurs et outils considérez-vous comme étant nécessaires pour pouvoir gérer un système de logement et d'infrastructure sain et durable?

Un bon système d'entretien préventif et des inspections périodiques et ça prend du monde pour faire ça

Un système ci haut adapté aux réalités des P.N.. Pas de marteau pour tuer une mouche

Faire de l'éducation des symposiums

Éduquer former les résidents. Ex. hygiène

Faudrait des contributions financières suivant les inspections de conformité de Santé Canada (agent d'hygiène du milieu)

Les gens ne sont pas prêts à vivre dans un logement en sortant d'un centre d'accueil (ex. pour les jeunes)

Former les occupants sur les coûts que le conseil doit assumer pour supporter les frais de fonctionnement.

Meilleure sensibilisation des occupants : responsabilité entretien, financières.

Briser l'idée que le conseil reçoit toujours des sous.

Bon système d'entretien. Système adapté à la culture. L'éducation populaire sur l'utilisation des changeurs d'alarmes, etc. Éducation de base sur l'entretien de la maison. Recommandation de Santé Canada : faire un suivi.

Logement supervisé pour le développement de compétence. Activité sensibilisation.

Place commun pur consulté les outils.

Favoriser l'embauche locale pour nos projets et développer les compétences de nos gens

Importance de favoriser les partenariats pour nos projets

- Établir un bon système d'entretien préventif (adapté et sur mesure)
- Éducation populaire aux locataires (entretien de base par les locataires, utilisation de l'échangeur d'air, nettoyage des maisons, etc...)
- Il existe des outils de Santé Canada sur l'hygiène d'une maison (check list)
- Création d'un logement temporaire supervisé par les services sociaux pour les jeunes qui proviennent des services sociaux dans lequel ces jeunes seront formés pour apprendre à entretenir leur maison et à se faire un budget avant de leur donner une maison de façon permanente.

- Se faire un coffre d'outil pour regrouper ces outils
- "How to" and webinars.
- Proper, complete and integrated Database for housing management purposes (ex. COGIWEB).

4- Est-ce qu'un organisme de support en développement des capacités local, régional ou national seraient bénéfique?

Oui on l'a déjà, les conseils tribaux.

- Les Conseils tribaux
- Les experts locaux autochtones
- Entities in cascade approach from National to Tribal council and/or FN org.
- FN institution responsible for the certification recognition and regional adaptation (courses, training, etc.).
- FN intellectual property of training products.

What further advice would you have for people about the benefits of working together to build capacity?

Question - How much investment did you put into the Community of practice? Answer – funded by INAC and CMHC. It is useful. Discussion on Regional vs National depends on the question.

Barriers?

- Funding
- Specific training
- French vs English – specifically for training material
- Certification is an issue especially if the members want to work outside of the community.

What are the key areas of expertise that need to be developed?

- Health and Safety
- Preventative maintenance
- Communications materials for renters and owners

Concern – occupant participation in training. Often only 1 participant or so.

Idea – brought in food to encourage attendance at training. Drop in style worked for one community.

Need to empower the residents

Housing officer is a multi tasked position

Idea – Every community should have a community plan.

What do you think would be the biggest impact?

- Budgeting
- Everything! Wear many hats, social worker, lawyer, rental collection, etc.
- Need to increase local trades – right now we are exporting
- Keep money within the communities.
- Difficult to arrange for apprenticeship
- Feasibility studies

Problem – Once youth are certified, they immediately want full tradesperson wages. They do not understand that they need to work up to it.

14.3 Gouvernance et Fourniture

1- Quelles seraient la façon et la structure que les premières nations pourraient envisager et privilégier afin de prendre en charge de manière efficace et durable l'habitation et l'infrastructure?

Travailler ensemble en respectant la diversité

Aide, GRT, expertise développée au niveau des conseils tribaux. Ces organisations doivent avoir un mandat clair d'organisation et prendre un rôle. Beaucoup trop de changements liés au politique : dépolitiser le secteur de l'habitation.

Les politiciens doivent faire les politiques et ne pas jouer avec les politiques ni interférer.

Trop d'ingérence politique.

Donner de l'autorité en matière de gestion de l'habitation et ne pas prendre part aux décisions.

Donner des instructions claires au niveau des responsabilités des administrateurs de l'habitation

Établir une corporation de logement plus indépendante et gérer par un C.A.

Idée d'une pour les communautés représentée par un membre de la communauté.

La corpo serait imputable en cas de déficit et non les conseils de bande.

Les loyers sont trop bas, obligation de faire un budget équilibré pour viabiliser le parc

Effectuer un entretien adéquat.

La corpo permettrait de dicter les règles, ferait la formation, l'éducation aux locataires.

La corpo pourrait évincer les locataires

Proposé que les conseils tribaux soient impliqués dans la corpo

Idée d'économie d'échelle en regroupant les communautés via une seule corpo.

Idée que la SCHL continuerait de signer des ententes avec les communautés.

La corpo permettrait à l'argent de demeurer dans le département de l'habitation et non de servir ailleurs.

Ne doit pas être imposé. Doit venir qu'une décision des membres des P.N.

Prendre en charge localement par les P.N le logement.

Avoir une société d'habitation avec une politique globale mais à saveur locale par nation avec des spécificités propres aux Nations

Dépolitisation. Les politiques développées par les politiciens mais pratiquées par l'administration. Conseil de bande avec règles de conduite. Structure idéale : structure gérer indépendamment de la politique.

Créer des corporations indépendantes : si la structure accumule des déficits, c'est à qui le déficit? Pas le conseil.

On doit collaborer avec la communauté. La question du déficit peut être évitée via une saine gestion.

Si la corporation est autonome et elle gère son programme indépendamment du conseil et de l'argent du conseil.

Une structure de gestion par nation qui gère le logement.

Faut que ça parte par l'initiative des élus

Faut que la population ait son mot à dire, soit consultée et soit d'accord

Faut que les gestionnaires soient parties prenantes dans le processus

Faut mettre une structure en place pour aller vers l'autonomie recherchée

Chaque communauté exprime ses besoins puis distribuer des budgets pluriannuels

Que l'habitation soit par les Premières Nations et pour les Premières Nations

Il faut bonifier les budgets actuels et non pas juste transférer la gouvernance aux Premières Nations en leur donnant les mêmes budgets à gérer. Sinon, les problématiques seront toujours les mêmes en bout de ligne.

Peu importe les structures, il faut délaissier le mode survie qui caractérise depuis toujours le dossier de l'habitation.

- Travailler ensemble en respectant la diversité
- Travailler à ce que l'instabilité politique ne vienne pas freiner les projets en habitation (dépolitiser l'habitation)
- Ne pas faire de la politique avec l'habitation (les politiques doivent être établies par les politiciens et appliquées par l'administration. Les politiciens ne doivent pas se mêler de l'application des règles administratives qui ont été appliquées selon les politiques)
- Devrait se doter de règles de conduite (autorité de gouvernance) pour bien séparer le politique de l'administratif
- Avoir une corporation indépendante avec son propre conseil d'administration pour gérer l'habitation. La corporation, comme elle serait indépendante (non politisée), serait mieux gérer (meilleur niveau de loyer, meilleure collecte des loyers, meilleur entretien, regroupement des achats, regroupement des ressources, etc....), donc non déficitaire.

- On pourrait créer une “SCHL Autochtone” ou comme disait Mme Jeanotte, créer une société d’habitation Autochtone
- Tribal Council model could take charge in a local, Nation or regional structure (level).
- Centralized regionally entity (Ex. Cree Nation with CNG).
- Step by step processes to ensure that FN keep control on a centralized organization.
- This centralized organization would be for housing and infrastructure manager.
- Tribal council should receive additional funding in order to support FN in the various housing aspects and activities.

2- Quelles sphères de responsabilité les organismes dirigés par les premières nations sont-ils en mesure d’assumer?

Idée de prendre toutes les responsabilités avec la proposition de prendre en charge le logement. Plus de ministère. Les nations deal directement avec le gouvernement.

Idée de respecter le caractère unique des communautés francophone. Ne pas forcer la structure à être bilingue. Respecter les franco et les anglo.

Les Premières Nations peuvent assumer les responsabilités de l’habitation et elles doivent être capables de livrer la marchandise.

Les gouvernements doivent expliquer en détail les lignes directrices des programmes actuels

Les gouvernements doivent accepter que nous allons probablement gérer les fonds de manière différente d’eux.

- Passer des ententes directement avec les Ministères concerné par le logement sans avoir à passer par AANC ou la SCHL
- Training services in general, for housing managers, household.
- Inspection services such ACRS.
- Technical skills.
- Housing policies elaboration and implementation.
- Database of the housing stock, tenant profil, water and sewage, suppliers, etc.
- Networking and mentoring (housing workers, infrastructure staff, leaders). Sharing of best practices.
- Planning short to long term. Lands use planning.
- Create an action plan.
- Rent collection.
- Fire protection services (management, truck and equipment purchasing).
- Hub webBased.
- Pre-approved suppliers.
- Budget planning for homeowner.

- Construction planning.
- Would be in charge to search and apply for budget sources.
- Support new leaders (workshops, training).
- Teaching, inform and "sensibiliser" young on value of good credit, maintenance of a house and housing positions & careers.
- Standardization.
- Enforcement and accountability.
- Depolitize the housing sector.
- Standardized approaches and consistency with respect of community specificity.

3A- Quelles sont les étapes nécessaires, à court, à moyen et à long terme, pour assurer une transition efficace vers des organismes dirigés par les premières nations qui assureraient la livraison des logements et de l'infrastructure?

Les regroupements actuels tels les Conseils tribaux doivent être au cœur de cette organisation. Attention de se retrouver avec une structure inefficace comme actuellement avec la SCHL et AANC.

Idée de travailler ensemble à créer une structure indépendance qui n'est plus politique.

Ça prend un groupe de travail mixte qui va décider la structure composée d'administrateurs et de politiciens avec un échéancier clair et des obj. Clairs

Ce que ça prend :

Compétence

Gens bien formés

Volonté politique

Ouverture d'esprit

Indépendance

Regroupement

Volonté de travailler ensemble

Soutien ou union politique

Bonne gestion

Bonne communication

Adapté à la culture

Une vision

L'objectif de tous ça viens du Forum de Winnipeg, de remplace les organisations qui sont la par des organisations PM.

Travaillé ensemble pour créer une corporation ou une comité (n'importe le nom), mais il faut travailler ensemble.

La capacité prioritaire :

La compétence, connaissances, l'accompagnement, bien formé volonté politique, indépendance, regroupement, volonté de travailler ensemble, bonne communication, bonne gestion, adapté avec culture.

Faut un plan d'action global en ce sens

Importance de partager l'information entre nous et nos bonnes pratiques.

Faire les choses lentement mais surement.

S'il y a transfert de fonds vers les Premières Nations, il faut qu'il y ait aussi négociation sur les balises, les barèmes, les attentes.

Éviter de reproduire les mêmes problèmes actuels. Ce n'est pas parce que ce sont les Premières Nations qui ont la gouvernance que nécessairement les problèmes vont être réglés comme par magie.

- Donner le mandat aux chefs d'aller chercher le financement et de former un comité de travail
- Faire attention de ne pas se doter d'une "super structure". Les réflexions doivent se faire d'abord entre nous régionalement pour travailler sur des problèmes concrets en logement en utilisant le travail qui a déjà été fait sur le terrain.
- Avoir un groupe mixte (politiciens et administrateur) avec un échancier.

3B- Quels sont les capacités et les outils nécessaires pour favoriser la transition vers des organismes dirigés par les premières nations en matière de logement et infrastructure?

Toutes les communautés ne sont pas au même niveau de préparation en ce qui touche les capacités de Gouvernance.

Certaines communautés ont de la difficulté à gérer leurs propres communautés.

La totale indépendance immédiate est peut-être trop énorme pour l'instant. Elle devrait se faire de manière progressive afin d'assurer sa réussite à long terme.

Accompagnement ou support externe au niveau du transfert des compétences

- Connaissance en habitation
- L'accompagnement
- Bien formé
- Volonté politique
- Ouvert d'esprit
- Indépendance
- Regroupement des communautés

- Volonté de travailler ensemble
- Soutien politique
- Bonne communication
- Bonne gestion
- Respect de la culture
- vision

What roles would you want a First Nation led housing institution to have?

Do we think it is a good idea?

Some think it is a good idea

- Eliminate the middle man. Need a trustworthy organization.
- Need to be flexible
- Why did it take so many years to make the new Health authority? Need to establish accountability. What are peoples/organizations responsibilities? Needs to be defined very clearly.
- How about inspections? How would you like it to function in the future?
- Code compliance is separate from progress reports.
- Problem – a progress report inspection cannot say much about construction quality.
- Our inspectors are trained.
- Each community should be on their own (Kahnawake).
- To make sure that it is reliable, I would like our own qualified inspectors.
- People want inspectors that they know and that can speak the local language.
- In-house inspections.
- Re-question FNHMF take over and if so under what conditions

And Housing Managers?

- Want training from a Quebec institution.

Insurance? Collective?

- We're often looked at as a 'red zone'.
- Promote better premiums

Bulk purchasing? Architectural services?

- Yes, we were interested in looking at that
- Database for plans & specs
- Also geotechnical,
- We can get all this from our Tribal Council, but it takes time. Also, one of the technical advisors is retiring and we are having trouble finding a replacement.

Idea – Lustiguj, pool of expertise from other First Nations that we can draw upon. Kahnawake – we could help through our expertise.

How should it be allocated to the communities?

- Trust fund? You could allow it to grow.

- Trust fund could be used in multi-years but needs community planning.

Arrears? Collect on your behalf.

- No

Question – Important to know whether we apply to a FN organization or to the government so that we can set up the structure.

Question – do we need data for 25 year planning (demographics)?

Idea – local level is great, but there is need for continuous training dollars. Turnover happens and we need support.

What would be the first area to move to Collective jurisdiction?

- Safety and security – MSI = Mohawk self insurance

Idea – Kitigan Zibi – need data – needs assessment for the communities. This will help us to determine training.

General consensus – Do not want a super-organization. Want support for development at the local level.

Define our own cycle and avoid March madness

Can't forget that First Nations have existing capacity and expertise that could be shared.

Steps/priorities:

Inspections

Safety

Data collection

Identify gaps

Gain access to cheaper money

Best practices information

Develop our own standards

15 Annex 3: Question « Innovation Année 2027 »

Signe de succès

- 1) Communauté
- 2) Lieu de travail
- 3) Parmi les dirigeants
- 4) Dans les régions

Les terrains sont entretenus, cours propres, gazon tondu, moins de vandalisme, maisons plus entretenues, plus de fleurs, des jardins, bien clôturés, plus de joie/des enfants qui courent, ils sont plus concentrés dans leurs études et ils vont plus aux études supérieures, la santé est meilleure, ils ont une meilleure estime de soi. Il y a de l'entraide entre chaque membre de la communauté. Les dirigeants ont moins de problèmes liés à l'habitation, les finances vont mieux, il y a plus d'aide pour la construction privée. Il y a moins de plaintes dans notre milieu de travail, il y a plus de demande de prêt pour l'achat d'une maison et pour la construction d'une maison. Les maisons sociales sont plus entretenues et il y a plus de budget pour les rénovations, car tout le monde paie leur loyer, meilleure perception de loyer.

Parc industriel plus dynamique, en voie de développement. Lots résidentiels – prêts en infrastructure (+SO). Nouvelles formes d'habitation – coopérative (nouveaux arrivants, aînés autonomes, intergénérationnelles (maison jumelée (grands-parents, parents, enfants, 3 étages)). Beaucoup de volet individuel, virage de développement durable (parc éolien, panneaux solaires, bac de recyclage, compostage). Certificat de propriété. Service d'habitation bien structuré (compétences). Développement des capacités (formation des menuisiers).

Panneaux solaires, maison LEED, efficacité énergétique, mini-maison, plusieurs modèles de maisons, maisons avec revêtement de mur extérieur différent (exemple : brique), maison moderne, plusieurs bâtiments communautaires ou activités (ex : cinéma, piscine, centre commercial, terrain de tennis, centre de ski de fond, piste cyclable, piste raquette, ski alpin, BMX, salle de gym, exposition d'art, bar, institution financière à eux. Formation : ébénisterie, peinture, électricité, plomberie, ventilation.

Appropriation des terrains, maisons, pelouse, clôture, aménagement paysager, noms des rues. Infrastructure : centre récréatif, sportif, piscine, terrain de jeux, basket, bibliothèque, centre multifonctionnel. Taux de perception des loyers. Agrandissement de la réserve.

No longer have more than 20-30 people on waitlist for rentals. Completion of 2-20 units of elder complexes. Encourage elder to give up their larger homes to families. Creation of a market for housing – currently have 4-6 houses sold through our BMO Housing Program.

Sustainability, funding increase (economic development, ministerial loan guarantees, bloc funding?), skills training, home ownership for individuals, band owned homes, low income housing (rent to own), flexibility, clean renewable energy, solar energy. Clean renewable energy, better employment, better living conditions, reduced social assistance recipients, sense of pride for community members who becomes first time homeowners, security, partnerships.

Acquire 18,000 acres of land, Complete a comprehensive land planning survey, Review and update housing policies, Complete at least 8 social housing units per year, Acquire competitive rates re: financial institutions through FNMH fund, Complete a micro grid on MCA owned houses for the Ontario portion of reserve, Purchase and rent out a least 2 per year 4-5 bedroom housing units close to universities or colleges – rent out to our community members attending school, Comprehensive plan for infrastructure and obtain proper funding to complete # of housing units required annually, Signs of success- a healthy community – no overcrowding, no longer have 300 people on a waitlist for housing.